ISSN 1662 – 4599

*Horizons et débats*
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

# Horizons et débats

14 juillet 2008
8e année
Nº 28

AZA
8044 Zurich

**Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains**

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

# Quand la défense du pays n'est plus une mission de l'Armée

## Une année après la catastrophe de la Jungfrau – un mois après la tragédie de la Kander

*Il y a exactement une année, le 12 juillet 2007, les médias nous apprenaient qu'un accident était survenu dans le massif de la Jungfrau. La chute d'une avalanche avait coûté la vie à six jeunes soldats de l'Armée suisse, un sergent et cinq recrues. L'émotion était grande. Pour les six familles, ce fut un épouvantable coup du sort. La mort de Théophile Ballifard, de Bojan Buchs, de Xavier Fellay, de Philippe Guy-Ballmaz, de Cédric Janz et de Carlo Zurbriggen a ébranlé le pays tout entier. L'Armée elle-même s'est tout d'abord montrée touchée et a promis une élucidation rapide mais son commandement suprême, avant tout Samuel Schmid et l'ancien chef Christophe Keckeis ont commencé à parler d'un accident «normal», d'un risque avec lequel on devait toujours compter. On a laissé traîner l'enquête, on a même cherché à l'entraver.*

*thk*. Aujourd'hui, une année après l'accident, il y a au moins une chose de sûre: une avalanche a précipité les 6 jeunes gens dans le vide et au moment de l'ascension de la cordée, le risque était jugé «considérable». En outre, la face nord de la Jungfrau est particulièrement dangereuse. C'est ce qu'a conclu l'enquête de l'époque qui fut rendue publique en octobre 2007. Il était donc évident que l'on n'aurait jamais dû entreprendre cette ascension. Depuis, c'est le «silence radio». Le commandement de l'Armée, et avant tout *Samuel Schmid,* n'ont toujours pas endossé la responsabilité de cette décision totalement inadéquate et fatale d'entreprendre l'ascension de la Jungfrau. Et les guides de montagne qui ont survécu continuent d'être employés par l'Armée.

### Manœuvres des armées de l'OTAN en Suisse

Malgré le refus de l'Armée d'assumer la responsabilité de la catastrophe et d'en chercher les causes, de plus en plus d'informations ont filtré qui en laissent deviner l'ampleur. Dans quel but forme-t-on les «spécialistes de la montagne»? Quelles sont leurs missions dans le cadre de la défense du pays? Ces questions brûlantes n'ont pas trouvé de réponses satisfaisantes. La version officielle est qu'ils ont notamment pour tâche de s'occuper des installations militaires alpines, d'en assurer la maintenance quand le mauvais temps empêche de les atteindre par hélicoptère. Ils servent de troupe de protection alpine. Ces réponses ne sont guère convaincantes car il n'est plus guère prévu de défendre les Alpes en cas de guerre. *Keckeis* a également déclaré que l'Armée devait «intervenir partout». Dans une interview accordée le 22 juillet 2007 au *SonntagsBlick* à Andermatt, où étaient formées les victimes, *Franz Nager,* commandant responsable de la formation des spécialistes de la montagne, a découvert le pot aux roses, explicitant probablement à son insu ce que Keckeis voulait dire: «Outre nos propres soldats, nous instruisons, grâce à plus de 50 cours par année, également des soldats d'armées étrangères.» Et pour cela, nous avons besoin de bons spécialistes de la montagne qui guident les troupes étrangères «sur des terrains difficiles». On privilégie avant tout les pays membres de l'OTAN, des marines britanniques aux unités d'élite américaines (entre autres celles d'Afghanistan ou d'Irak). «En outre, les spécialistes de la montagne conseillent les unités lorsqu'elles traversent des terrains difficiles.» Andermatt, a déclaré un officier haut gradé, est devenu un terrain d'action pour des armées étrangères impliquées dans des guerres contraires au droit international et des crimes de guerre avec le soutien du *Département de la Défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)* dirigé par Samuel Schmid. Le 7 février 2007, le *Blick* publiait un article intitulé «Une unité d'élite israélienne s'entraîne en Suisse» et précisait que le DDPS prétendait ignorer la chose. Nos frontières sont-elles vraiment bien protégées lorsque du matériel militaire est introduit en Suisse sans que personne, apparemment, ne s'en rende compte?

*«Les accidents militaires de la Jungfrau et de la Kander montrent avec une évidence effrayante à quel point l'Armée suisse est enfoncée dans le bourbier de l'OTAN. Il prouve que la neutralité a été sacrifiée depuis longtemps à l'alliance militaire la plus puissante du monde.» (photos reuters)*

L'accident de la Jungfrau montre avec une évidence effrayante à quel point l'Armée suisse est enfoncée dans le bourbier de l'OTAN. Il prouve que la neutralité a été sacrifiée depuis longtemps à l'alliance militaire la plus puissante du monde.

### D'une armée défensive à une troupe de combat associée à l'OTAN

On ne s'étonnera donc pas, malgré le caractère tragique de l'événement, que onze mois exactement après l'accident de la Jungfrau, un drame militaire se soit déroulé sur une rivière sauvage de l'Oberland bernois qui se jette dans le lac de Thoune et qu'il se soit soldé par 5 morts. Après l'accident de la Jungfrau, Keckeis avait laissé entendre qu'il n'y avait aucune conséquence à en tirer, si bien qu'on n'avait plus qu'à attendre l'accident suivant.

Quand on analyse attentivement l'accident de la Kander, on constate que cette tragédie n'est pas due à un malheureux concours de circonstances. Ici aussi, on a constaté de graves manquements de la part du commandement en ce qui concerne l'évaluation des risques. Il règne manifestement dans l'Armée un état d'esprit tel que l'on n'accorde plus une grande importance à la protection des soldats et qu'on vise d'autres objectifs.

L'Armée suisse qui, jusqu'à la réforme *Armée XXI*, était axée sur la défense du pays et la sauvegarde de la neutralité, se met de plus en plus au service de l'OTAN et sacrifie sa mission originelle de défense du pays à la capacité d'effectuer des interventions à l'étranger en association avec l'OTAN. Le fait que des officiers suisses aient été engagés en Afghanistan est un indice évident de cette tendance. Outre ces réformes successives, l'esprit du commandement de l'Armée et, en conséquence, celui des soldats se sont transformés. Elle aurait subitement besoin d'une unité spéciale guerrière capable de libérer n'importe où, à l'étranger, loin du pays, des citoyens suisses pris en otages.

Le *Détachement 10* a été créé sur le modèle des *special forces* américaines. La présentation de cette troupe sur Internet rappelle les escadrons de la mort britanniques ou américains prêts à accomplir n'importe quelle mission. La déclaration de *Roland Nef* à la radio suisse alémanique selon laquelle il ne voulait pas des *Rambos*, qui ne sont plus d'actualité, paraît bien peu convaincante quand on sait que l'on recrute et sélectionne pour le *Détachement 10* justement des hommes de cette trempe.

### L'argent des contribuables est destiné à des interventions armées brutales

Et ce n'est pas le seul exemple montrant que l'Armée suisse s'oriente vers des puissances guerrières comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Le DDPS produit des vidéos de propagande pour l'Armée qui montrent à tout le monde en quoi consiste une «intervention robuste», comprenez «intervention d'un commando de la mort». Le *Centre des médias électroniques (CME)*, qui fait partie du DDPS, produit ces courts-métrages portant des titres révélateurs comme «Swiss Army Beyond Enemy Lines» ou «Swiss Special Forces». Ce sont de purs films d'action dans lesquels on tue. Ils sont conçus de manière à plonger les spectateurs dans une atmosphère de violence et d'agressivité. Et c'est avec eux que le DDPS entend enthousiasmer des jeunes gens pour l'Armée, pour la guerre.

Dans celui intitulé «Swiss Army Beyond Enemy Lines», le commentateur, dans son jargon américain «cool», cherche à appâter les «vrais» hommes et parle de «tough mission for tough men», de «mission dure pour des hommes endurcis». Des Rambos suisses opèrent dans la pénombre; le spectateur entend des cris, il regarde dans le canon d'un pistolet, le fracas des mitraillettes ébranle les haut-parleurs de l'ordinateur, on voit le feu jaillir du canon, des soldats blessés se tordent de douleur sur le sol et le tout est accompagné d'une musique tonitruante. Les sceptiques trouveront un choix de ces vidéos en tapant «youtube behind enemy lines» sur *www.google.ch.* C'est ainsi que le DDPS essaie de recruter des jeunes gens qu'il veut entraîner en vue d'interventions militaires et cela non pas parce que le pays est menacé mais pour pouvoir intervenir lors de missions internationales en association avec l'OTAN. Le spectateur a par moments l'impression qu'il s'agit de prises de vue réelles de combats urbains en Irak.

C'est un scandale que notre Armée qui, jusqu'il y a peu, jouissait d'une très bonne réputation à l'étranger, soit transformée peu à peu en troupe appartenant à l'OTAN qui prend pour modèle les puissances belliqueuses. Si Roland Nef pensait sérieusement ce qu'il disait, il devrait s'opposer catégoriquement à cette évolution et désigner nommément les responsables de cette évolution, notamment son supérieur hiérarchique politique Samuel Schmid.

Selon *Wikipedia,* la vidéo «Swiss Army Beyond Enemy Lines», qui dure 28 minutes, a coûté 120 000 francs. Les contribuables casquent pour des interventions militaires!

### La Suisse humanitaire – un espoir

Deux terribles tragédies qui ont fait au total 11 morts en une année, c'est assez. La raison en est le mauvais commandement de l'Armée d'une part, et d'autre part son orientation tout à fait inadéquate et dangereuse due à une admiration maladive pour les puissances belliqueuses.

En tant qu'Etat dépositaire des *Conventions de Genève,* la Suisse a autre chose à offrir que la participation aux tueries pour les matières premières, la puissance et l'argent, que la servilité à l'égard des grandes puissances qui foulent au pied le droit international humanitaire. La tradition veut que la Suisse s'occupe de questions humanitaires et s'engage en faveur de la paix grâce à une diplomatie authentique. C'est là qu'est sa force et sa mission en ce monde si nous ne voulons pas que l'humanité sombre dans le bourbier de la puissance et de la cupidité. Les 11 soldats morts sont manifestement les victimes de cette politique dévastatrice. Samuel Schmid, c'est ce que vous devez expliquer aux Suisses! •

# A quel point la «démocratie» allemande est-elle encore démocratique?

*La «Friedrich Ebert Stiftung», fondation proche du parti social-démocrate d'Allemagne, a présenté fin juin les résultats d'une enquête représentative qu'elle avait menée en Allemagne sous le titre «Conditions de vie personnelles, positions au sujet de réformes, le potentiel de l'aliénation de la démocratie et le comportement électoral». En préliminaire déjà, on apprend que «le résultat central de l'enquête est la divulgation d'une grande distance fondamentale que le citoyen éprouve envers la politique. Une personne sur trois ne croit plus que la politique est en mesure de résoudre les problèmes.»*

*km.* Du 24 janvier au 4 mars 2008, 2503 citoyens allemands de plus de 16 ans ont été interrogés, dont 1750 en Allemagne de l'Ouest et 753 en Allemagne de l'Est.
Les résultats en détail:

- 26% des Allemands trouvent qu'ils sont «traités de manière injuste». Dans des groupes particuliers, ce chiffre est beaucoup plus élevé: 74% chez les chômeurs, 71% chez les destinataires de *Hartz IV* et 48% chez les ouvriers.
- 23% des Allemands «se sentent entièrement du côté des perdants du développement social et économique».
- 57% des Allemands jugent les soi-disant «réformes» des dernières années de manière critique.
- 37% des Allemands pensent que la démocratie en Allemagne fonctionne moins bien ou même mal. Cette opinion est partagée par un grand nombre de citoyens provenant de l'Allemagne de l'Est, soient 61%.
- 25% des Allemands trouvent qu'il ne valait pas la peine de s'engager pour l'ordre social actuel en Allemagne. En Allemagne de l'Est ce sont 38%, parmi les ouvriers allemands 37% et chez les chômeurs et les destinataires de *Hartz IV* 54% et 52% qui partagent cette opinion.
- 33% des Allemands trouvent que ça ne joue pas ou même pas du tout avec la démocratie, telle qu'elle est pratiquée en Allemagne et que les problèmes actuels du pays ne peuvent pas être résolus dans ces conditions. En Allemagne de l'Est, ce sont même 53% qui sont de cet avis.
- 47% des Allemands peuvent s'imaginer, «qu'ils n'iront pas voter lors des prochaines élections législatives».
- Enfin: 25% des Allemands approuvent l'affirmation: «En principe, je suis partisan de la démocratie, mais telle qu'elle se présente aujourd'hui chez nous, je n'ai rien à voir avec».

Les résultats de cette enquête prouvent que beaucoup d'Allemands perçoivent et jugent les développements politiques et sociaux en Allemagne de manière correcte: c'est-à-dire que leurs jugements correspondent aux résultats d'une analyse sincère et objective du développement politique et social en Allemagne. Concerné soi-même, on sait très bien ce que cela veut dire d'être déclassé socialement sans en être responsable et de ne pouvoir rien y changer politiquement jusqu'à présent.

Pour cette raison tous les responsables seraient bien avisés de ne pas essayer de manipuler l'opinion publique par davantage de mensonges ou de nouvelles promesses vides, mais de commencer enfin à réfléchir comment davantage de justice et de démocratie pourraient être réalisées en Allemagne.

La mauvaise excuse de la «mondialisation inévitable», dont la classe politique se sert de préférence, doit être bannie de la rhétorique politique. Les gens pourront seulement reprendre confiance si la situation s'améliore vraiment et s'ils sont pris au sérieux. Cela est possible, il ne s'agit que d'une question de volonté politique.

Le quotidien «Frankfurter Rundschau» publie le 3 juillet dans un article intéressant le cas de plusieurs entreprises allemandes, qui sont en train de réinstaller leur production en Allemagne alors qu'elles l'avait il y a des années délocalisée à l'étranger dans l'ivresse de la mondialisation. Dans cet article la phrase remarquable de l'économiste canadien *Jeff Rubin* est citée:«La mondialisation est réversible.»

En effet: Il n'y a pas de loi mondiale d'un développement social et politique obligatoire. C'est la volonté politique qui est décisive, c'est là une vérité générale. Les gens partout dans le monde et aussi en Allemagne peuvent faire preuve de raison, de courage et de vigueur en changeant les aiguillages de sorte que de plus grandes catastrophes soient évitées. Chacun à sa place, doit prendre ses responsabilités en tant qu'aiguilleur – en Allemagne comme partout dans le monde. •

# Des réactions de la Suède et du Danemark au «Non» de l'Irlande

*chs.* Le parlementaire suédois *Sören Wibe* (social-démocrate) écrit dans «Aftonbladet» que les élites politiques de l'UE se seraient fait à l'idée que le traité de Lisbonne serait accepté par un parlement après l'autre, sauf par l'Irlande où l'on était forcé de demander l'avis du peuple.

Les Irlandais ont dit NON et le fossé entre le peuple et les élites de l'UE ne pourrait pas devenir plus apparent. «Nous nous trouvons de nouveau à la croisée des chemins. Tous les partis politiques suédois devraient maintenant se mettre d'accord pour suspendre immédiatement le processus de la ratification du traité, c'est ainsi que sont les règles. Le traité de l'UE doit être accepté unanimement. Si un pays, aussi petit soit-il, dit NON', alors c'est fini. Poursuivre la ratification fait preuve du mépris des règles du jeu qui sont en vigueur. Cela continuera encore à affaiblir la légitimité de l'UE.» Wibe pense que la vision des Etats-Unis d'Europe, telle que les fondateurs l'avaient autrefois, est en train de se démoder.

«Quelle est la vision la plus tentante pour le futur de l'Europe? Est-ce vraiment celle d'une superpuissance ayant son propre président, une seule armée et une politique uniforme, comme l'UE est en train de développer? Ou est-ce plutôt celle d'un continent qui se forme de différents Etats nationaux autonomes et démocratiques et qui collaborent en paix? Je crois que la plupart des Européens, surtout les jeunes, préfèrent ce dernier modèle. Et je pense aussi que ce sont ces petits Etats disposant d'une bonne cohésion qui ont la flexibilité qu'il faut dans un monde globalisé.»

Le traité de l'UE sera renégocié, et ce sera dans un tel cadre que la Suède aura la chance d'initier un changement de cap au sein de l'UE. «Les citoyens veulent un nouveau traité entre les différents Etats, dans lequel les limites du pouvoir de l'UE seront clairement et étroitement définies. Si les élites politiques ne comprennent pas cela, l'UE court irréversiblement à sa ruine. Il est grand temps d'écouter sérieusement la voix du peuple.» •

Source: *Aftonbladet* du 14/6/08

Le mouvement de citoyens suédois critiquant l'UE (*Folkrörelsen Nej till EU)* demande dans un communiqué de presse au ministre d'Etat suédois *Fredrik Reinfeldt* «de respecter lors du sommet de la semaine prochaine le traité de l'UE existant et de transmettre aux institutions européennes que le traité de Lisbonne a échoué. Si le ministre d'Etat ne montre pas assez de courage politique, nous demandons que le peuple suédois puisse se prononcer dans un vote sur le traité de Lisbonne.»

Le mouvement populaire danois contre l'UE et le «mouvement de juin» qui critiquent l'UE exigent la même chose de leur gouvernement pour le Danemark, les derniers sondages ayant montré qu'il y a un clair soutien de la population concernant cette demande. L'eurodéputée danoise *Hanne Dahl* déclare: «Les explications habituelles qu'un OUI dans une votation soit également un OUI concernant le contenu, mais que pour un NON cela ne soit pas valable, doivent cesser une fois pour toute. Ce que les votants veulent, ce n'est pas une nouvelle version du traité, mais une nouvelle orientation démocratique en Europe. […] Il n'y a pas de fossé entre le peuple irlandais et l'Europe – il y a un fossé entre les peuples européens et les dirigeants européens.» •

Sources: *www.nejtilleu.se* du 14/6/08; *www.folkebevaegelsen.dk* du 19/6/08; *www.j.dk* des 13/6/08 et 18/6/08

Les sociaux-démocrates qui critiquent l'UE apprécient le résultat de la votation en Irlande et disent que les autres pays-membres doivent respecter ce résultat. Ils sont persuadés que la population d'autres pays de l'UE auraient dit NON s'ils avaient pu se prononcer.

La social-démocratie suédoise a maintenant la possibilité d'influencer l'UE et de l'éloigner d'une supranationalité et d'une libéralisation du marché. Le moment est venu de réaliser la vision d'une UE protégeant entre autres les droits sociaux et visant une collaboration entre les Etats nationaux indépendants. Les sociaux-démocrates critiquant l'UE avertissent le parti social-démocrate d'œuvrer pour qu'entre autres les points suivants soient retenus ou plutôt rayés du traité:

- que le droit de grève soit considéré au-dessus du libre-passage des prestations de service etc. et que les conventions collectives de travail soient respectées;
- que le contrôle de la Banque centrale européenne soit démocratisé;
- que le pouvoir des Parlements nationaux augmente et que celui de la Commission diminue. Les Parlements nationaux devraient entre autres pouvoir proposer les lois à l'UE:
- que le droit de l'UE ne soit pas supérieur au droit national;
- que les pays-membres puissent mener leur propre politique extérieure;
- que les articles qui ont pour but une défense commune, et ceux qui peuvent être interprétés comme une défense obligatoire commune, soient rayés. •

Source: *www.fib.se* du 16/6/08

# Sarkozy entre en scène

*fg.* Depuis le 14 novembre 2001, l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) s'efforce de libéraliser encore davantage le commerce mondial dans le cadre de ce que l'on appelle le *cycle de Doha,* en réduisant les barrières douanières opposées aux produits industriels et, surtout, les barrières opposées aux produits agricoles. La phase finale de ces négociations doit commencer le 21 juillet. Dès le 8 juin, le commissaire britannique au commerce extérieur de l'UE, *Peter Mandelson*, a mis en garde contre un échec: «En tant que bons multilatéralistes, nous donnons priorité, dans notre programme de mondialisation, à la conclusion ambitieuse et réussie du *cycle de Doha*. L'absence d'accord ébranlerait la confiance de l'opinion publique dans notre capacité à assurer une répartition équitable des avantages de la mondialisation. Elle pourrait renforcer le protectionnisme.»

Certes, on peut se demander si le paysan de la plaine du Pô ou de la Charente n'aurait pas tendance à se féliciter d'un tel échec, qui maintiendrait les barrières douanières protégeant son existence. Quoi qu'il en soit, les propos de Mandelson ne surprennent guère, puisqu'ils émanent d'un ancien collaborateur de *Tony Blair,* connu pour n'avoir pas traité les agriculteurs britanniques avec des gants. (On se rappelle l'abattage de milliers de bœufs prétendument contaminés qu'avait ordonné le gouvernement Blair.) Que le directeur général de l'OMC, le Français *Pascal Lamy,* lui fasse écho, ne surprend pas particulièrement.

D'autant plus intéressante est la prise de position de *Sarkozy,* qui accuse Lamy et, surtout, Mandelson, de «sacrifier l'agriculture européenne sur l'autel du libéralisme mondial». Selon lui, la conclusion du *cycle de Doha* réduirait la production agricole et les exportations agricoles de l'UE de respectivement 20 et 10% et diminuerait l'emploi agricole de 100 000 postes. A une époque où la famine s'exacerbe dans le monde, une telle perspective serait insupportable.

Jusqu'à maintenant, Sarkozy ne passait pas pour l'ennemi n°1 du libre-échange ni pour un partisan acharné du protectionnisme. Bien au contraire, il apparaît régulièrement, avec ses amis politiques *Merkel* et *Bush,* comme un des plus beaux fleurons du néo-libéralisme. Il faut donc considérer son engouement subit pour le protectionnisme agricole *à la lumière de sondages défavorables et du Non des Irlandais au traité de Lisbonne.* Dans ces circonstances, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE semblent avoir un intérêt à se profiler aux yeux de la population au détriment de la commission de l'UE. La nouvelle ennemie ainsi désignée pourrait envisager avec impatience la fin de la présidence française de l'UE, qui vient de débuter. Quant au protectionnisme agricole de Sarkozy et à ses soucis concernant la famine dans le monde, ils pourraient, par la suite, s'effacer aussi vite qu'ils ont pris corps. •


## *Horizons et débats*

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

# L'Allemagne et l'Afrique

## Il ne s'agit pas de démocratie et de droits de l'homme

*km. Il n'est pas passé un jour, ces dernières semaines, sans que les médias allemands ne soumettent unanimement l'Etat africain du Zimbabwe aux critiques les plus sévères. Ces critiques visaient en particulier le président Robert Mugabe. On prétend qu'il ne respecte pas les droits de l'homme et que son pays n'est pas une démocratie. Les articles ci-dessous prouvent que ces critiques ne partent pas d'un sentiment honnête, qu'il s'agit de tout autre chose que de droits de l'homme et de démocratie.*

*En effet l'Allemagne aide manifestement le gouvernement américain à étendre son hégémonie en Afrique. La lettre du 30 juin 2008 que nous reproduisons également ici, due à la plume de Willy Wimmer, membre du groupe parlementaire CDU/CSU et ancien secrétaire d'Etat parlementaire au ministère de la Défense, réaction à une réponse – cousue de fil blanc et qui se limite à des questions formelles – du ministre allemand des Affaires étrangères à une question du député du début juin, constitue une réplique tout à fait justifiée. On a de plus en plus l'impression que l'Allemagne emboîte le pas aux Etats-Unis dans leur impérialisme néocolonialiste. Reste à savoir s'il s'agit ici de servilité ou d'une sinistre volonté hégémonique toute personnelle de grande puissance s'exerçant aux dépens des peuples d'Afrique qui ont souffert pendant des siècles de la domination des puissances coloniales.*

# Deux poids deux mesures à l'égard de l'Ethiopie ...

*gpf. Malgré des critiques très sévères des organisations de défense des droits de l'homme, le gouvernement allemand augmente de 40% son aide au développement de l'Ethiopie. C'est ce qu'a annoncé il y a deux semaines le ministère des Affaires étrangères d'Addis-Abeba à l'issue des négociations entre les deux gouvernements. Ce pays de l'est de l'Afrique recevra, au cours des prochaines années, 96 millions d'euros du budget du ministère allemand du Développement, une de ses aides les plus importantes. Or depuis des années, le gouvernement éthiopien est sévèrement critiqué pour ses violations des droits de l'homme. En 2002, il s'est assuré le pouvoir grâce à des élections truquées et a fait ensuite tirer sur des centaines de manifestants. Il a régulièrement recours à la torture et aux exécutions extrajudiciaires et force à l'exil un grand nombre d'opposants et de journalistes indépendants. Selon des informations récentes, l'armée se livrerait à des déportations et à des meurtres de civils dans l'est du pays. L'augmentation de l'aide allemande au développement est due à l'importance géostratégique du pays qu'évoque expressément l'ambassadeur d'Allemagne à Addis-Abeba dans un document stratégique. En outre, l'armée éthiopienne combat aux côtés des forces occidentales en Somalie. Des soldats éthiopiens sont formés en Allemagne.*

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères d'Ethiopie, les négociations germano-éthiopiennes se sont achevées il y a deux semaines par une augmentation de l'aide au développement. La somme pour les trois prochaines années se monte à 96 millions d'euros. C'est le montant le plus élevé jamais mis à disposition par le m*inistère allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)*. L'Ethiopie compte parmi les «principaux pays partenaires» du BMZ. Lors des négociations de mars 2005, le pays a accueilli des centaines d'Allemands qui, depuis, occupent, pour le compte du BMZ et d'organisations travaillant pour lui, des postes clés dans l'économie et l'administration du pays et permettent à Berlin d'exercer une certaine influence[1]. En 2005 déjà, l'Allemagne avait promis à Addis-Abeba 80 millions d'euros pour la période 2005-2008, mais comme l'UE s'était mise d'accord sur une réduction de l'aide financière en raison des violations des droits de l'homme, Berlin n'avait versé que 69 millions[2]. Aussi la somme promise maintenant représente-t-elle une augmentation de 40%[3].

### Graves accusations des organisations de défense des droits de l'homme

Les graves accusations des organisations de défense des droits de l'homme jettent une ombre sur l'intensification de la coopération germano-éthiopienne amorcée en 2005. Ella a commencé deux mois après la fin des négociations intergouvernementales de mai 2005. A l'époque ont eu lieu là-bas des élections législatives et le gouvernement n'a pu se maintenir au pouvoir que grâce à une fraude électorale pratiquée sur une large échelle. Il a réprimé brutalement les manifestations qui ont suivi. Le nombre des manifestants tués jusqu'à la fin de l'année a été longtemps estimé à 100, mais c'était une erreur manifeste: une commission d'enquête du Parlement éthiopien a pu prouver que, pendant les événements, le nombre des morts a été de 193 et celui des blessés de 765. Le rapport final présenté par la commission en novembre 2006 concluait en écrivant qu'on n'avait aucune preuve d'un usage excessif de la force de la part des autorités de la répression. Résultat peu surprenant car les deux présidents de la commission qui avaient refusé, face au chef de l'Etat Méles Zenawi, de signer cette affirmation, avaient fui le pays, craignant pour leur vie.[4]

### Un nombre croissant d'Allemands travaillent en Ethiopie

Alors que de nombreux opposants et journalistes indépendants prennent le chemin de l'exil[5], de plus en plus d'Allemands vont travailler en Ethiopie pour le compte d'organisations de développement allemandes. Depuis 2005, l'Ethiopie est de loin le pays le plus important sur le marché de l'emploi de la *Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)* ou du *Centrum für internationale Migration und Entwicklung (CIM)*, organisations qui mettent en oeuvre l'accord intergouvernemental de 2005 et occupent plusieurs centaines de postes clés dans l'économie et l'administration de l'Ethiopie. Berlin ignore les protestations des organisations de défense des droits de l'homme contre les arrestations d'opposants politiques, les tortures, les mauvais traitements

Suite page 4

# L'AFRICOM des Etats-Unis en Allemagne?

## Lettre de Willy Wimmer, membre de la fraction CDU/CSU du Bundestag et ancien secrétaire d'Etat parlementaire, au ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier

*Votre réponse à mes questions écrites de juin 2008 relatives au quartier général américain AFRICOM, à Stuttgart*

*Monsieur le ministre,*

Dans la mesure où, en réponse à la question relative aux bases juridiques en vertu desquelles les Etats-Unis érigent un commandement national de leurs forces armées en territoire allemand, vous vous référez au droit d'occupation de 1954, cette réponse ne satisfait guère aux exigences juridiques et est inconciliable avec les intérêts de notre pays. Le ministère des affaires étrangères devrait savoir que, après la réunification allemande, de nouveaux traités régissent le séjour de forces armées étrangères et remplacent toutes les relations de droit d'occupation. La réponse du ministère des affaires étrangères n'est pas acceptable ni n'est compréhensible, compte tenu de la position du ministère après la réunification. Par sa réponse à mes questions concernant le quartier général AFRICOM des Etats-Unis, le ministère revient à une «souveraineté limitée» de l'Allemagne basée sur le droit d'occupation.

Peut-être le ministère des affaires étrangères a-t-il tenté de limiter les dégâts lorsqu'il a fait déclarer à *sueddeutsche.de* par une porte-parole anonyme, le 21 juin, que ce n'était plus le droit d'occupation, mais le statut des troupes de l'OTAN de 1959 qui permettait aux troupes des Etats-Unis d'ériger un commandement purement national sur sol allemand.

L'un est aussi faux que l'autre. Le ministère des affaires étrangères devrait savoir ce que l'on peut lire sur les sites Internet accessibles à tous du commandement purement national des Etats-Unis sur sol allemand: qu'il s'agit du seul commandement national des Etats-Unis hors du pays. Afin que tout lecteur des inscriptions sur ces sites Internet comprenne bien le statut du commandement des Etats-Unis à Stuttgart en territoire étranger aux Etats-Unis, les sites se réfèrent aux commandements purement américains à Heidelberg, Ramstein et Naples. Si ces quartiers généraux / commandements se trouvent en territoire allemand, on ne peut se rapporter qu'aux traités conclus après 1990 par l'Allemagne réunie avec les Etats correspondants. Ce que formule le ministère des affaires étrangères en réponse à mes questions est totalement contraire aux intérêts allemands.

En une autre réponse aux questions posées par le quartier général AFRICOM des Etats-Unis, le ministère des affaires étrangères répand le brouillard. Dans le rapport complet à la base des questions posées dans la NZZ du 4 juin 2008, le commandant d'AFRICOM, le général *William E. Ward* dit que son commandement recourt à une entreprise privée domiciliée dans l'Etat de Virginie, «Military Professional Ressources Incorporation (MPRI)», pour l'instruction de soldats africains. Que faut-il en penser, si la réponse du ministère des affaires étrangères ne mentionne pas cette entreprise qui, selon le commandant d'AFRICOM, sera représentée fortement dans ses quartiers généraux de Stuttgart ou l'est déjà. En lieu et place, deux entreprises aux activités économiques sont mentionnées, dont le général Ward n'a pas parlé et qui ne se sont pas livrées à des tâches purement militaires comme la MPRI. Le ministère des affaires étrangères suscite ainsi l'impression que l'effroyable affaire d'Abu Ghraib est sans conséquences pour l'Allemagne.

C'est justement dans ces circonstances qu'il faut indiquer que des forces spéciales opérationnelles des Etats-Unis parties et commandées de Stuttgart sont en action sur le continent africain, dans la ceinture qui va de la Guinée à l'ouest au Soudan à l'est. Conformément au droit international de la guerre, l'Allemagne se trouve en guerre permanente dans les zones d'intervention des forces spéciales opérationnelles. Notre pays prend le risque que, à partir du sol allemand, une politique des Etats-Unis purement nationale soit appliquée avec des moyens de guerre sur le continent africain. Notre armée et notre police protègent les quartiers généraux des Etats-Unis en territoire allemand, avec les conséquences juridiques qui en découlent. Les raisons qui poussent le gouvernement allemand à ignorer, dans ce contexte, les arrêts des instances judiciaires suprêmes et à ne pas en tirer de conséquences sont incompréhensibles. Cela n'a plus rien à voir avec l'OTAN.

Pensant à tout ce qui est entrepris dans le monde entier à partir de la partie américaine de l'aérodrome de Stuttgart, qui échappe complètement au contrôle allemand, on ne peut que s'indigner. Tout indique que, à partir de là et dans le secteur de compétence des quartiers généraux américains sur sol allemand, des composantes de services de renseignements non soumises aux limites légales appliquées au BND sont utilisées. Merci de votre réponse prochaine.

*Avec mes salutations les meilleures*
*Willy Wimmer*

*(Traduction Horizons et débats)*

# ... et du Zimbabwe

*En demandant que le pouvoir soit renversé au Zimbabwe, le ministre allemand des affaires étrangères accentue une campagne occidentale dirigée contre le président Robert Mugabe depuis des années. «La domination de Mugabe doit prendre fin», a exigé Frank-Walter Steinmeier (social-démocrate) en fin de semaine. Berlin souhaite un changement de président depuis que la tête de l'Etat du Zimbabwe a refusé, à la fin des années quatre-vingt-dix, d'appliquer les plans économiques occidentaux et, de surcroît, a nationalisé les biens laissés par les colons européens. Depuis lors, Berlin, Bruxelles et Washington soutiennent le candidat de l'opposition, Morgan Tsvangirai. Une comparaison avec un autre Etat africain, l'Ethiopie, prouve que les soucis prétendus de Berlin à propos des droits de l'homme au Zimbabwe ne résultent pas du tout d'une «liaison éthique» de la politique étrangère allemande, mais doivent générer la pression nécessaire pour imposer ses propres intérêts. Toutes les critiques que le gouvernement allemand émet au sujet de Mugabe s'appliquent à son collègue Meles Zenawi, à Addis Abeba. Malgré les violations les plus flagrantes des droits de l'homme, Meles n'a pas été menacé de sanctions, mais récompensé pour sa coopération avec l'Occident, il y a quelques jours seulement, par un accroissement de l'aide allemande au dévelopement.*

*gfp.* La demande sans détours, formulée par le ministre allemand des affaires étrangères, d'un renversement au Zimbabwe[1] suit de francs plaidoyers occidentaux en faveur de sanctions contre Harar, voire d'une intervention de l'ONU. Par ces menaces, l'Occident réagit à l'escalade de violence qui a caractérisé la crise électorale du Zimbabwe. Alors que Berlin, Bruxelles et Washington prétendent devoir intervenir par souci des droits de l'homme, leurs prétentions sont généralement repoussées par les Etats d'Afrique. Seul le Premier ministre du Kenya, *Raila Odinga,* approuve jusqu'à maintenant la demande d'intervention militaire. Depuis peu, Odinga participe au pouvoir à Nairobi, après que des troubles violents eurent lieu au Kenya à la suite de pressions occidentales, allemandes notamment.[2] Le refus d'intervenir qui prévaut normalement résulte de la politique affichée de puissance que pratiquent les anciennes nations coloniales: alors que les atteintes aux droits de l'homme prétendues ou avérées de gouvernements africains peu en faveur sont sanctionnées, des potentats enclins à la violence bénéficient d'un soutien extérieur des plus sûrs tant qu'ils ne servent que des puissances occidentales.

### Arbitraire occidental

La comparaison des réactions des élections au Zimbabwe et en Ethiopie fournit la preuve la plus récente de l'arbitraire occidental. Tous les reproches formulés contre le président *Mugabe* s'appliquent à son collègue éthiopien *Meles Zenawi*. Ce n'est qu'en avril que Meles avait obtenu que les élections complémentaires au Parlement et les élections communales aient lieu «en grande partie sans observateurs neutres», comme le rapporte la *Fondation Heinrich Böll* (Alliance 90/les Verts)[3]. Deux grands partis d'opposition ont renoncé à participer aux élections, car la majorité de leurs candidats n'avaient pas été admis aux élections et des «partisans avaient été chicanés et intimidés à la campagne». D'autres partis d'opposition ont été éliminés sur la base de formalités. «Le gouvernement s'était assuré avant les élections que seul le parti au pouvoir […] puisse vraiment participer», résume la *Fondation Böll*.[4] Ainsi, le parti du président Meles a gagné 137 des 138 sièges de la capitale. En 2005, il avait encore perdu largement, ce qui l'avait conduit à falsifier les résultats et à réprimer sauvagement les démonstrations de protestation.[5] S'y ajoute une répression durablement brutale de l'opposition ainsi qu'une violation prouvée encore récemment des droits de l'homme, y compris des sévices et meurtres perpétrés contre des civils et des adversaires du gouvernement. Meles étant tout disposé à coopérer avec l'Occident, il jouit du soutien de Berlin malgré ses exactions. Il y a quelques jours seulement, le soutien allemand au développement de l'Ethiopie a été accru de 40 % *( voir german-foreign-policy.com*).[6]

### Mugabe contre l'hégémonie de l'Occident

La disposition à coopérer qui caractérise Meles fait justement défaut à Mugabe. La controverse entre Mugabe et l'Occident se rapporte finalement à des décisions prises lors du changement de millénaire. Le président du Zimbabwe a refusé de continuer à appliquer les programmes d'ajustement structurel du *Fonds monétaire international* (FMI), affront contre l'hégémonie occidentale qui, en général, est puni sévèrement. Il n'est pas non plus disposé à vendre toute l'industrie de son pays à des groupes occidentaux.[7] C'est pourquoi le FMI et la *Banque mondiale* ont suspendu intégralement leur coopération avec le Zimbabwe et interdisent à ce pays l'accès à leurs crédits avantageux.[8]

### Réforme agraire au détriment des anciens maîtres des colonies

Le second thème sur lequel Mugabe est en contradiction totale avec l'Occident est celui de la réforme agraire. A ce sujet, il faut considérer la répartition extrêmement inégale des biens-fonds au Zimbabwe, qui date encore de l'époque coloniale. «Quelque 4500 gros paysans surtout blancs possèdent environ 11 millions d'hectares de sol fertile, tandis que plus de 1 million de familles de petits paysans doivent se contenter de quelque 16,4 millions d'hectares», constatait une analyse de 2001.[9] Parmi les divers types de réformes agraires discutés et testés dans les pays d'Afrique méridionale, Mugabe a opté pour un type radical, au détriment des anciens maîtres des colonies. Tandis qu'il s'est assuré la sympathie des Sud-Africains et des Namibiens, pays où de nombreux noirs se plaignent de la lenteur des réformes, il a dû faire face aux protestations vigoureuses des anciens Etats colonialistes – non seulement de la Grande-Bretagne, dont sont originaires les gros paysans du Zimbabwe, mais aussi de l'Allemagne, qui s'inquiète des possessions des propriétaires fonciers d'origine allemande dans l'ancienne colonie allemande de Namibie.[10]

### Sanctions occidentales

L'Union européenne et les Etats-Unis ont déjà appliqué des sanctions il y a des années, réduisant strictement l'aide au développement versée au Zimbabwe. Les punitions occidentales ont exercé leurs effets et ont accentué la crise économique du Zimbabwe, qui a un aspect politique: le déclin économique passe pour le facteur déterminant dans l'augmentation des voix recueillies par l'opposition lors des dernières élections.[11]

### Bons contacts de Tsvangirai avec Berlin

Dans deux cas, à savoir ceux de la politique économique et de la réforme agraire, le chef de l'opposition, *Morgan Tsvangirai* et son parti, le *Movement for Democratic Change* (MDC), offre à l'Occident ses services de partenaire loyal. Il ne faut guère s'en étonner: Tsvangirai dispose de bons contacts à Berlin notamment, à la *Fondation Friedrich Ebert* par exemple (sociale-démocrate), qui a participé à la fondation du MDC en 1999 *(voir german-foreign-policy.com* ).[12] Le chef de l'opposition s'était proposé de faire venir à Harar, après son accès à la présidence, des collaborateurs de la Banque fédérale d'Allemagne et de leur accorder, à titre de «conseillers», des pouvoirs étendus dans la banque de l'Etat.[13] A ce plan consistant à adapter la politique financière et économique aux exigences de l'Occident s'est ajoutée la fixation d'un changement dans la réforme agraire. Ainsi, Tsvangirai et le MDC ont l'intention de rendre leurs anciennes terres aux gros propriétaires fonciers blancs ou de conclure des baux à ferme avec eux. «En tous cas, ils (les gros propriétaires fonciers, la rédaction) reviendraient – Mugabe ne tolèrerait jamais cela», relève la presse allemande.[14]

### Pas de disposition de l'Occident à réaliser un compromis

Comme on ne peut pas s'attendre à ce que Mugabe accepte les exigences occidentales, Berlin refuse par principe les tentatives de médiation d'Etats africains. A Nairobi, on a envisagé – comme récemment au Kenya – de partager le pouvoir entre Mugabe et Tsvangirai; cela permettrait au pays divisé de parvenir à une détente. D'autres politiciens d'Afrique soutiennent cette proposition. Par contre, Berlin refuse. Mugabe – comme *Kibaki* au Kenya – garderait la présidence et, partant, une influence décisive. Or «la conduite de ce gouvernement par Mugabe serait inacceptable pour la communauté occidentale», estime la *Stiftung Wissenschaft und Politik* (SWP Fondation Science et politique).[15] Berlin, l'Union européenne et les Etats-Unis parient donc tout sur la même carte et poursuivent leur politique d'escalade.

### Adoption de l'escalade de la violence par l'Allemagne?

Or une certaine responsabilité des tensions actuelles incombe déjà à l'Occident. Le soutien antérieur patent de Tsvangirai par Berlin notamment a obligé Harar à sévir contre l'immixtion dans ses affaires intérieures, ce qui a accru les tensions intérieures. Des annonces d'agences de presse confirment maintenant que Tsvangirai a mené cette année sa campagne électorale avec le soutien de l'Occident. D'après ces annonces, ses «bailleurs de fonds étrangers, notamment l'Amérique et la Grande-Bretagne, lui ont payé sa campagne électorale du premier tour à fin mars.»[16] Quand Tsvangirai s'est enfui à l'étranger après le premier tour des élections, «l'ambassadeur des Etats-Unis à Harar doit l'avoir ramené au Zimbabwe après une assez longue absence, afin qu'il poursuive la campagne électorale.» «Le même ambassadeur a refusé catégoriquement», est-il indiqué par ailleurs, «de renoncer à un second tour pour former un gouvernement d'unité nationale et déclaré le second tour condition de survie du pays» – à une époque où même Tsvangirai proposait de former un gouvernement avec Mugabe afin d'épargner au pays de nouvelles pertes de sang. Les nouvelles menaces de Berlin, Bruxelles et Washington ont pour seul objectif, tout comme l'immixtion qui a eu lieu jusqu'à maintenant, de destituer un président récalcitrant. Ce faisant, l'Occident prend le risque d'une nouvelle escalade de la violence. •

---

1 Steinmeier ruft zum Machtwechsel in Simbabwe auf; Reuters, 28/6/08

2 Voir à ce sujet Neokoloniale Interventionen und Netzwerke (*www.german-foreign-policy.com*)

3, 4 Christian Peters-Berries Kommunal- und Nachwahlen in Äthiopien; *www.boell.de/demokratie/demokratie-3645.html*

5 Voir à ce propos Unveräusserliche Rechte (*www.german-foreign-policy.com*)

6 Voir Menschenrechte in Afrika (I) (*www.german-foreign-policy.com*)

7 Stephen Gowans: Simbabwe's Lonely Fight for Justice; *gowans.wordpress.com,* 30/3/07

8 Steffen Stübig: Wirkungsloser Druck: «Pariastaat» Simbabwe zwischen westlichen Sanktionen und regionaler Solidarität; GIGA Focus Afrika, n° 5/2007

9 Christian Peters-Berries (ext.): Simbabwe 2000: Zwischen Aufbruchkrise und Abstiegsangst; étude SWP p. 4, mars 2001

10 Voir à ce propos Zukünftige Operationen (*www.german-foreign-policy.com*), und Hilfreiche Pionierleistungen (*www.german-foreign-policy.com*)

11 Der Abgang des alten Mannes?; *www.boell.de*, 2/4/08

12 Voir à ce sujet Der nächste, bitte! und Noch nie so günstig wie jetzt (*www.german-foreign-policy.com*)

13 Deutsche Bundesbanker sollen Staatsfinanzen sanieren; *Spiegel Online* du 8/4/08

14 Der Albtraum geht weiter; *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24/6/08

15 Stefan Mair: Simbabwe zwischen den Wahlen; *SWP-Aktuell 39,* mai 2008

16 Der Albtraum geht weiter; *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24/6/08

Source: *www.german-foreign-policy.com* du 30/6/08 (Traduction *Horizons et débats)*

---

**«Deux poids deux mesures…»**
suite de la page 3

et les exécutions extrajudiciaires. A l'automne 2005, le *Hamburger Institut für Afrika-Studien* a même retiré sans le remplacer un rapport critique à l'égard d'Addis-Abeba[6]. Le gouvernement fédéral soutient presque inconditionnellement le régime éthiopien.

La seule exception, jusqu'ici, est constituée par la plainte de mars 2008 du groupe parlementaire de la CDU/CSU. Mais il n'y était pas question des cas présumés de torture qu'*Amnesty International* avait dénoncés peu avant mais des brouilleurs qui empêchaient la réception des émissions de *Deutsche Welle,* station financée par le gouvernement, et de *Voice of America.* «Le droit à la liberté d'expression et d'information fait partie, pour nous, des droits fondamentaux non négociables», a fait savoir le porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU responsable de la culture et des médias à propos de cet obstacle intolérable mis aux activités radiophoniques de la politique étrangère occidentale[7].

### La marine allemande dans la Corne de l'Afrique

Ce qui détermine la politique éthiopienne de l'Allemagne, qui ignore les droits de l'homme mais défend soigneusement ses intérêts, est l'importance géostratégique du pays. L'ambassadeur d'Allemagne à Addis-Abeba Claas *Dieter Knoop,* a exposée cette politique en détail en octobre 2006 (german-foreign-policy.com)[8]. Selon lui, l'Ethiopie n'a pas seulement une «importance géostratégique» en matière d'approvisionnement en eau – précaire – de l'Afrique du Nord-Est: 4/5 de l'eau du Nil proviennent de sources éthiopiennes. L'Ethiopie, dont une partie importante de la population est chrétienne, est un pays de première ligne face à la péninsule Arabique. Mais pour Knoop, l'Allemagne a un «intérêt particulier» à ce que les voies commerciales maritimes de la côte est de l'Afrique soient sécurisées, ce qui explique l'importance considérable de l'engagement de la marine allemande dans la Corne de l'Afrique[9]. Le fait que des troupes éthiopiennes tentent depuis une année et demie de donner à un «gouvernement» pro-occidental de Mogadishu le contrôle de la Somalie, Etat côtier, prouve, outre les efforts hégémoniques régionaux d'Addis-Abeba, la volonté de l'Ethiopie de servir les intérêts occidentaux.

Le pacte liant l'Ethiopie et l'Occident – les Etats-Unis y participent également – s'avère être une solide alliance fondée sur la réciprocité.

### Crimes de guerre et crimes contre l'humanité

Le fait que des organisations de défense des droits de l'homme formulent depuis des mois de sévères critiques contre l'armée éthiopienne ne joue ici aucun rôle. A l'automne dernier déjà, *Human Rights Watch* faisait savoir que les troupes avaient violé le droit international en effectuant «d'abondants tirs arbitraires de missile, de mortier et d'artillerie sur des quartiers très peuplés» de Mogadishu et «tué délibérément des civils»[10]. *Human Rights Watch* vient de publier un nouveau rapport qui critique vivement le comportement des forces armées dans l'Est de leur propre pays: des soldats éthiopiens auraient, dans leur lutte contre les rebelles, commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, torturé des civils et tué au moins 150 personnes non impliquées. Pour l'organisation, l'Occident est coupable d'une «conspiration du silence sur les crimes»[11].

### Le travail de beaucoup d'organisations humanitaires risque d'être entravé

On ne sait pas combien de temps encore les organisations de défense des droits de l'homme pourront enquêter sur place. Le chef de l'Etat Zenawi prépare une loi qui va limiter considérablement les activités des ONG, voire les interdire. Selon un porte-parole de *Caritas International*, si ce texte est adopté par le Parlement après la pause estivale, «le travail de nombreuses organisations humanitaires en sera entravé et même rendu impossible» (interview de *german-foreign-policy.com*). Les organisations de défense des droits de l'homme

Suite page 5

**«Deux poids deux mesures…»**
suite de la page 4

seront également touchées. Au cours des négociations qui viennent de prendre fin, Berlin a certes marqué son opposition mais il a déjà promis de nouvelles aides financières, une manière de montrer à Zenawi que cette protestation n'est pas à prendre au sérieux.

**Exportations d'armes allemandes**

Malgré les crimes de guerre éthiopiens, on poursuit non seulement l'aide au développement mais les programmes d'entraînement de l'armée éthiopienne. Le dernier exemple en est la participation d'un officier d'état-major éthiopien au *Generalstabs-/Admiralstabs-Dienstlehrgang mit internationaler Beteiligung* de l'Ecole militaire de Hambourg. En outre, le dernier rapport sur les exportations de matériel militaire du gouvernement fédéral fait état pour la première fois non seulement de livraisons d'armes de petit calibre mais également de matériel de communication, ces exportations bénéficiant d'une autorisation officielle bien que l'armée éthiopienne mène une guerre contre les rebelles non seulement en Somalie mais aussi dans son propre pays. On n'a pas connaissance jusqu'ici de contacts directs entre l'armée d'invasion éthiopienne en Somalie et les navires de guerre allemands croisant au large des côtes somaliennes. Mais tous les deux sont au service de l'hégémonie occidentale sur les côtes orientales de l'Afrique. •

---

1 cf. «Schlüsselpositionen und Berater» (*www.german-foreign-policy.com*)

2 «Vorrang für Menschenrecht und Meinungsfreiheit in Äthiopien»; Communiqué de presse du groupe parlementaire CDU/CSU du 17/3/2008

3 Germany pledges 96 million euro to Ethiopia; Ministry of Foreign Affairs of Ethiopia, 18/6/2008

4 Dans son Rapport 2007, *Amnesty International Allemagne* écrit à propos des manifestations: «La plupart des victimes ont subi les tirs de l'Armée ou de la Police. Dans certains cas, elles ont été atteintes dans le dos alors qu'elles essayaient de s'enfuir, d'autres ont manifestement été prises pour cibles par des francs-tireurs. Pendant les événements, au moins 17 détenus de la prison de Kaliti, pour la plupart des hommes en détention provisoire pour des délits ordinaires, mais également quelques prisonniers politiques, ont été tués pour soutien présumé aux manifestants ou pour tentative de fuite.»

5 Ces faits sont abondamment documentés dans les rapports annuels d'*Amnesty International*, de *Human Rights Watch* et d'autres organisations de défense des droits de l'homme.

6 cf. «Unveräusserliche Rechte» (*www.german-foreign-policy.com*)

7 «Vorrang für Menschenrecht und Meinungsfreiheit in Äthiopien»; Communiqué de presse du groupe parlementaire CDU/CSU du 17/3/2008

8 cf. «Sonderbericht» (*www.german-foreign-policy.com*)

9 cf. «Deutsche Marine steht vor Kommando im Indischen Ozean, Ölversorgung, Sonderbericht und Seemacht (I)» (*www.german-foreign-policy.com*)

10 «Somalia: Kriegsverbrechen in Mogadischu», *Human Rights Watch* vom 13.8.2007. cf. «Ordnungsmächte» (*www.german-foreign-policy.com*)

11 «Ethiopia: Army Commits Executions, Torture and Rape in Ogaden», Communiqué de presse de *Human Rights Watch* du 2/6/2008

Source: *www.german-foreign-policy.com* du 26/6/08
(Traduction *Horizons et débats)*

*Horizons et débats*

*Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains*

*Editeur*
Coopérative Zeit-Fragen
*Rédacteur en chef*
Jean-Paul Vuilleumier
*Rédaction et administration*
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

*CCP 87-748485-6*
*Imprimerie*
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

*© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».*

# Conception de l'homme et éducation aux médias

## Jeux de tueur: débat entre la science et la pratique

*par Elke Ostbomk-Fischer*, Cologne*

Dans les centres de conseils et de psychothérapie centrés sur la personne, nous nous orientons sur une conception de l'homme humaniste qui met au centre la valeur et la dignité de la personne. Il faut encourager la vie paisible et en communautés par l'estime et le soutien mutuel. De même il est nécessaire de prendre des responsabilités au sein d'une société afin de soutenir le maintien des droits et des devoirs ancrés dans la *Loi fondamentale* («Grundgesetz»). Ces critères très élevés valent aussi pour toutes les tâches de l'éducation et de la formation. Ces dernières années, avec les jeux vidéo brutaux, de nouveaux facteurs d'influence, capables de miner le consensus de base de la société humaine, ont été développés et largement propagés.

### Les jeux de tueur sont des mines terrestres pour l'âme

Par des stratégies de marketing ciblées et des campagnes de publicité habiles, les jeux vidéo ont atteint un degré de notoriété presque complet chez les enfants et les adolescents. Il est actuellement presque impossible que les enfants n'entrent pas en contact avec eux. Ces jeux sont construits de manière à exercer un attrait très fort sur les enfants et les adolescents. Cela peut porter préjudice à tous les domaines de la vie et même conduire dans certains cas à une dépendance, ce qui mine l'influence des parents et de l'école. La plupart de ces jeux ont comme contenu la violence et la destruction. Même des scénarios de guerre réalistes avec des actes des plus brutaux sont commercialisés en tant que «jeux».[1]

La problématique spéciale de ces jeux vidéo, en comparaison avec des films et des bandes vidéo brutaux, consiste dans le fait que les jeunes joueurs ne sont pas uniquement exposés aux contenus agressifs, mais ce sont eux-mêmes qui maltraitent activement leurs «ennemis» en leur assénant des coups de poings et de pieds, qui leur coupent des membres ou les tuent par une balle ciblée dans la tête. Ce sont les règles du jeu. La conception de ces jeux est développée de manière à ce que le fait de *détruire* et de *tuer* est perçu comme amusement fascinant et que l'action la plus cruelle est vécue comme «succès».

### Divertissement cynique

De cette manière, l'abaissement d'êtres humains et la destruction de leurs bases de vie peuvent être vécus comme une satisfaction et déclencher de la fierté. Même des actes de torture et des meurtres peuvent être ressentis comme un plaisir et un divertissement cynique. Beaucoup de joueurs ne peuvent plus s'en passer. Certains jeux ont un fort potentiel de dépendance.

A force de jouer de manière fréquente et intensive un besoin compulsif de stimuli toujours plus forts et plus cruels peut se développer. Les joueurs se retirent alors de plus en plus dans un monde de guerre virtuelle, les contacts sociaux se perdent, les activités culturelles et sportives perdent tout intérêt. Dans des cas graves, l'école, les études ou le travail professionnel sont abandonnés. A ce stade de dépendance, le lien avec le milieu des «gros joueurs» («gamers») peut devenir si fort que les jeunes joueurs s'aliènent complètement de leurs familles. Beaucoup de parents sont désespérés.

### La déchéance causée par les médias se retrouve dans les services de consultation

Dans les services de consultation et les institutions thérapeutiques, ces graves problèmes sont connus depuis longtemps. Les écoles et les services scolaires psychopédagogiques eux aussi reçoivent des rapports alarmants de toutes les régions d'Allemagne: Un nombre croissant d'enfants et d'adolescents passent plus de temps dans cette guerre virtuelle qu'à l'école; ils ne peuvent plus se concentrer sur leurs devoirs normaux ou sur le contenu des cours. Dans les milieux professionnels cela s'appelle «déchéance causée par les médias».

Ces dernières années, la déchéance des jeunes causée par les médias a atteint une ampleur si effrayante que les responsables politiques devraient agir immédiatement, avant qu'une génération entière d'enfants et adolescents soit aspirée dans ce tourbillon de la violence. De plus en plus d'enfants de plus en plus jeunes perdent leur empathie naturelle quand ils plongent pendant des heures et des jours dans ces mondes d'actions les plus brutales, dans lesquels la destruction et les meurtres sont vécus comme une distraction fascinante.

Ce sont surtout les garçons qui sont concernés, leur comportement devient de plus en plus agressif et l'on ne peut presque plus les gagner à suivre les règles sociales de la vie en commun. Pour ces jeunes, les actes de violence signifient être «un homme» et dans les jeux de tueur ils obtiennent une multitude de modèles et de stimuli de permission par lesquels ils sont conditionnés à exercer de la pure violence. Les connaissances psychologiques et pédagogiques des conséquences complexes et destructives des jeux vidéo brutaux, sont en accord avec les résultats scientifiques de spécialistes du cerveau et de criminologues éminents.

### Que sont les jeux de tueur?

Les jeux de tueur sont des formes spécifiques des jeux vidéo, conçus pour *miner le consensus fondamental d'une société humaine*. Les caractéristiques essentielles des jeux de tueur consistent à animer les joueurs à percevoir, seuls ou en groupe, d'autres personnes comme des adversaires ou des ennemis, à les dénigrer, les humilier, les torturer et les tuer ainsi qu'à détruire leurs bases de vie.[2] De tels actes anticonstitutionnels et méprisant l'homme sont présentés comme étant divertissants et passionnants ainsi que sensés et adéquats pour le joueur. Dans les jeux de tueur, les aspects comme l'habileté, la capacité de réaction et l'esprit d'équipe sont utilisés avant tout pour commettre des actes inhumains et sont, dans ce contexte, récompensés comme succès de jeux. A l'origine, de tels jeux ont été développés pour *l'Armée des USA comme simulations de guerre*. Leur but est de réduire l'inhibition de tuer des soldats et d'augmenter ainsi leur «efficacité de tueurs». Le psychologue militaire américain *David Grossman* avertit avec insistance que cette méthode de conditionnement à la violence a exactement les mêmes effets sur des enfants et des adolescents lorsqu'ils jouent de manière intensive avec ces jeux violents.[3]

### Pourquoi ces jeux de tueur ne sont-ils pas interdits?

Des spécialistes des sciences et de la recherche ainsi que des associations spécialisées et des institutions de soins psychosociaux ont déjà plusieurs fois rendu attentif au fait qu'il faudrait créer une base juridique efficace pour pouvoir empêcher la production et la propagation de jeux aux contenus cruels et inhumains. Dans leur accord de coalition de 2005, les deux partis gouvernementaux allemands ont décidé d'ancrer dans la loi une interdiction de production et de vente des jeux de tueur. De même, les ministres de l'Intérieur des Länder demandent explicitement une telle loi. Dans des cas graves de mépris pour le genre humain la possession et la propagation de tels logiciels et sites Internet devront être punissables. Parallèlement, de nouveaux jeux toujours plus brutaux sont commercialisés. Comment est-ce possible?

Le secteur des jeux vidéo est un marché en plein essor avec un chiffre d'affaires s'élevant à plusieurs milliards.[4] Cela a convaincu plus d'un des responsables politiques des communes, des Länder et de l'Etat. Il existe des contacts – souvent bien trop étroits – entre ce secteur et la politique. Depuis de longues années, la *Centrale fédérale pour la formation politique* («Bundeszentrale für politische Bildung») est très active quand il s'agit de minimiser les dangers des jeux vidéo. Par exemple *Jörg Tauss* (Membre du Bundestag, porte-parole du groupe parlementaire du SPD pour la formation, la recherche et les médias) cause avec *Martin Lorber* (directeur des relations publiques de *Electronic Arts)* dans le Chat de la *Centrale fédérale pour la formation politique* de l'importance économique du secteur des jeux vidéo. Dans une entente parfaite les deux se confirment mutuellement qu'une interdiction par la loi des jeux de tueur doit être empêchée par tous les moyens.[5] On parle et écrit ouvertement sur l'importance économique du secteur et le «maintien de sites», tout en exigeant une meilleure acceptation des jeux vidéo.

Les groupes d'entreprises qui produisent et commercialisent de tels jeux de tueur ont en plus réussi à se procurer une série de spécialistes des universités, des sciences et même de la pratique psychologique et pédagogique qui collaborent étroitement avec eux. Ces groupes financent des projets de recherche et des congrès communs, sur les «effets positifs» des jeux vidéo. Ils font de la publicité sur leurs sites Internet et dans leur magazines avec «leurs scientifiques» et citent leurs appréciations positives des jeux vidéo. A Cologne, *Electronic Arts,* un des plus gros producteurs et commerçants de jeux vidéo au monde, a créé en collaboration avec l'Ecole supérieure spécialisée de la ville l'institut «Espace de jeux» («Spielraum») pour la promotion de la «compétence médiatique». L'objectif avoué est la «formation continue de parents et de pédagogues», pour réduire les préjugés et apprendre à connaître les qualités et les potentiels des jeux vidéo, et les apprécier à leur juste valeur comme un «bien culturel».

En tant que «bien culturel», ces jeux seraient aussi protégés des restrictions juridiques. Tous les experts qui coopèrent avec les groupes d'entreprises concernés s'opposent expressément à l'interdiction des jeux de tueur. Ils refusent strictement la notion de «jeux de tueur». Dans leur langage ils déclarent: «Une interdiction de certains jeux est, du point de vue pédagogique, la fausse voie».

### L'interdiction des jeux de tueur est urgente

Les interdictions sont du point de vue pédagogique toujours un sujet difficile. Mais dans ce cas de figure, il s'agit expressément d'une interdiction pour les producteurs et les profiteurs de cette violence de divertissement. Un réel besoin des enfants et adolescents n'est en réalité qu'un prétexte, ces besoins sont éveillés de façon ciblée comme c'est aussi le cas pour d'autres produits nocifs. En vérité, une telle interdiction de la production et commercialisation de ces jeux à orientation violente serait la seule voie de protéger efficacement et de façon durable les enfants et les adolescents.

Souvent, les partisans de ces jeux de tueur avancent que la protection de la jeunesse existant en Allemagne, fonctionne de manière excellente, et qu'elle serait même la meilleure de toute l'Europe. Ils soulignent que le §131 du Code pénal interdit déjà la commercialisation de médias faisant l'apologie de la violence. Une interdiction spéciale serait donc tout à fait superflue. Mais la réalité prouve le contraire: Dans les supermarchés spécialisés, il y a des quantités de jeux violents en vente. L'indication d'âge «dès 18 ans» devrait les signaler comme étant des jeux pour adultes. Les accords entre les différentes institutions pour la protection de la jeunesse empêchent qu'un jeu puisse encore être interdit car avec la mention «dès 18 ans» une interdiction par la loi n'est pas possible. Les jeux sont échangés, copiés, transmis entre frères et sœurs, c'est très facile d'obtenir des jeux «dès 18 ans». En plus,

Suite page 6

---

* *Elke Ostbomk-Fischer (elke.ostbomk-fischer@fh-koeln.de)*
Educatrice sociale, Fachhochschule Köln, Faculté des sciences sociales appliquées, formatrice à la «Deutsche Gesellschaft für wissenschaftliche Gesprächspsychotherapie» (Association allemande de psychothérapie scientifique centrée sur la personne). Spécialisations: la violence et sa prévention, le conseil psychosocial, le bien de l'enfant et sa mise en danger, les jeux vidéo; longue expérience professionnelle avec les jeunes délinquants violents.

**«Conception de l'homme…»**
suite de la page 5

Internet offre des possibilités innombrables de se procurer des jeux à orientation violente. La publicité agressive dans les télévisions privées et les nombreux magazines de jeux vidéo avec leurs illustrations faisant l'apologie de la guerre sont accessibles à chaque enfant.

### Bon conseil – mauvais conseil

Il y a un grand nombre de livres, de brochures et de pages Internet qui offrent des conseils et de l'aide lors de problèmes ou de questions concernant les jeux vidéo. Les groupes d'entreprises et leurs partenaires coopérants sont bien sûr fortement représentés sur Internet. Ils se recommandent mutuellement au moyen d'indications positives ou de liens. Les stratégies de leur argumentation ne sont pas toujours faciles à percer à jour, elles semblent en partie tout à fait convaincantes, car elles se rattachent à des conseils connus (par exemple «Se montrer compréhensifs envers les adolescents»…).

### Comment reconnaissez-vous les mauvais conseillers?

On peut les reconnaître aux stratégies typiques et aux termes visant à banaliser les jeux vidéo axés sur la violence comme par exemple:

1. *«Les jeux de tueur sont en fait inoffensifs…»*[6]
   • Les défenseurs de ces positions utilisent le terme «jeux de tueur» uniquement entre guillemets.
   • Ils utilisent à la place le terme de «jeux de tir» – comme si on tirait uniquement à tort et à travers sans tuer de manière ciblée.
   • Ils luttent opiniâtrement contre toute interdiction légale. L'affirmation déguisée est la suivante: «Une interdiction de certains jeux pourrait…»
2. *Les interdictions ne font que stimuler*
   Cela vaudrait naturellement aussi pour le feu rouge, le vol, l'escroquerie et même le meurtre. Depuis que la revendication d'interdictions légales conséquentes se fait de plus en plus claire, les stratégies de défense sont renforcées.
3. *«Bien culturel» et «Le média principal de l'avenir»*
   En qualifiant ces jeux de «biens culturels», on tente de qualifier toute interdiction des jeux de tueur de violation de la *Loi fondamentale*.
4. *Protection de la jeunesse*
   Cette revendication pédagogique tout à fait sensée est de plus en plus souvent utilisée comme prétexte pour donner l'impression qu'une interdiction légale est superflue. Les limites d'âge sur les emballages masquent la question décisive de savoir pourquoi de tels produits, violant les droits de l'homme et contre lesquels nous devons protéger nos enfants et nos adolescents, sont fabriqués en masse et répandus partout.
5. *Promotion de la «compétence médiatique»*
   Il y a longtemps que ce terme très général a été accaparé par les producteurs. Des cours de formation continue sont offerts aux parents et aux enseignants. Les objectifs, selon leurs propres dires, visent à démontrer les qualités et les potentiels des jeux vidéo. On insinue que les parents n'y connaissent rien. Le rejet que beaucoup de parents éprouvent contre ces jeux est traité de «préjugé» et prouve leur «besoin de formation continue». Selon cette logique, «la convention esthétique» fait aussi partie de la «compétence médiatique» des joueurs: les meurtres et les actes de torture sur des êtres humains représentent uniquement un feedback concernant les performances dans le jeu.[7]
6. *Compétence de discernement*
   Ce concept servant à certains objectifs est répandu depuis de nombreuses années dans les livres, les magazines, les brochures et sur Internet en rapport avec les jeux de tueur. Ce terme signifie que les joueurs expérimentés et enthousiasmés (nommés «Gamers») peuvent tout à fait distinguer le monde virtuel du monde réel et de ce fait les actes de violence qu'ils pratiquent automatiquement n'ont aucune influence sur leurs pensées, leurs sentiments et leurs actes. La compétence de discernement (cf. note 7) sert en tant que résistance universelle contre toute règle fondamentale de la psychologie de l'apprentissage, contre toute logique et même contre tout bon sens. Les «Gamers» connaissent exactement ce terme et sa signification. Lors de sondages correspondants («études empiriques»), ils prétendent de ce fait presque unanimement posséder une telle «compétence de discernement» et ne pas reconnaître, malgré une utilisation intense des jeux de tueur, de tels sentiments et attitudes agressifs chez eux.
   De cette manière, il se produit un cercle vicieux parfait car les hypothèses des scientifiques qui interrogent sont entièrement confirmées.

La réalité – même si l'on se réfère seulement au rapport sur les jeux vidéo axés sur la violence – montre cependant un résultat contraire: Après chaque rapport ou analyse critiques sur les effets des jeux vidéo violents, favorisant les sentiments d'agression, il s'ensuit du côté des groupements de «Gamers» et des milieux qui les soutiennent des réactions immédiates et très agressives – injures, diffamations, menaces, ordinateurs paralysés, des milliers de signatures collectées pour des pétitions, et dans les «cas polis», il s'ensuit de longues instructions selon toujours le même modèle:

1. Les médias, les personnes et les institutions critiques ne sont ni compétents ni sérieux.
2. Les jeux de tueur ne rendent pas agressif.
3. Des chercheurs sérieux dans le domaine des effets l'ont prouvé depuis longtemps.

### L'«éducation aux médias» au lieu de la «compétence médiatique»

Pour les spécialistes critiques, le terme de la «compétence médiatique» n'est entre temps plus utilisable: il est considéré comme trop lié aux efforts pour légitimer les jeux de tueur et pour empêcher une interdiction par la loi. Dans ce sens, la «compétence médiatique» exige la connaissance exacte des types de jeux, des appareils et des détails techniques. Le meurtre et la violence doivent y être acceptés en tant que «convention esthétique». Par contre, l'«éducation aux médias» inclut l'éducation du cœur. La base est l'orientation claire vers les conventions éthiques des droits de l'homme. La *Loi fondamentale* constitue le modèle et la mesure. L'«éducation aux médias» dans ce sens-là favorise une culture des relations humaines basée sur l'humanité et la coopération.

### La formation globale: la tête, le cœur et la main

Comme dans tous les autres concepts de formation et d'éducation dans une société démocratique, le principe de la formation globale de la personnalité a une importance centrale. L'«éducation aux médias» comprend ainsi des objectifs et des contenus cognitifs, affectifs et pragmatiques.

Des objectifs et contenus cognitifs, notamment:
- le savoir,
- les connaissances,
- le discernement critique,
- des informations relatives à la technique et au contenu adaptées à l'âge.

Des objectifs et contenus affectifs, notamment:
- le débat sur les valeurs et les normes,
- le développement et approfondissement du sentiment d'empathie,
- la formation du sentiment de compassion naturel
- un jugement critique envers des positions et des actes indignes et blessants.

Des objectifs et contenus pragmatiques, notamment:
- une compétence croissante au niveau du maniement pratique des médias,
- une maîtrise croissante de l'équipement technique,
- une planification temporelle et structuration d'un déroulement quotidien relatif à l'utilisation des médias (par ex. il vaut mieux jouer après avoir fait les devoirs).

### Le principe pollueur-payeur doit être opérant

A mon avis, ceux qui sont principalement responsables de la fabrication, de la banalisation et de la propagation des jeux de tueur doivent répondre, selon le principe pollueur-payeur, des dommages et des conséquences négatives qui peuvent être engendrées par l'utilisation de ceux-ci. Il est d'un cynisme incroyable de rejeter la responsabilité de ces produits brutaux est rejetée sur les parents et les enseignants – comme les défenseurs de ces

Suite page 7

## Etudes sur les rapports entre la violence virtuelle et la violence réelle

- *Volker Ladenthin, Jessica von Wülfing,* Gewalt der Medien. Studien zu Gewalt an Schulen. Empirische Hinweise und bildungstheoretische Konzepte (Violence des médias. Etudes sur la violence à l'école. Résultats empiriques et concepts éducatifs). Ergon Verlag, Würzburg, 2007
- Cette étude des psychologues de Bochum *Rita Steckel* et *Clemens Trudewind* montre que les jeux vidéo réduisent la sensibilité émotionnelle. Ils écrivent: «A long terme, cette diminution de la capacité à réagir de manière empathique peut conduire à une indifférence émotionnelle progressive qui affaiblit le mécanisme essentiel d'inhibition de l'agressivité.»
- Une étude de *Tillmann, Holler-Nowitzki, Holtappels, Meiner* et *Popp* [Schülergewalt als Schulproblem (La violence entre élèves, un problème scolaire), Munich, 1999] effectuée dans des écoles de la Hesse montre que la violence médiatique est, avant les pairs, l'école et la famille, ce qui influence le plus l'usage de la violence physique. 3540 élèves de 167 classes ont été interrogés à l'aide d'un questionnaire standardisé.
- Une étude de *Weiss* sur les effets de la consommation de médias violents dans le Bade-Wurtemberg et en Saxe montre que la «légitimation de la violence et son usage sont étroitement liés à la quantité et à la fréquence de la consommation de violence médiatique chez les élèves âgés de 12 à 16 ans.» (Gewalt, Medien und Aggressivität bei Schülern [Violence, médias et agressivité chez les élèves], Göttingen, 2000)
- Au département de psycho-pédagogie de l'Université libre de Berlin, ce sujet a été l'objet de deux thèses qui traitent des effets des jeux vidéo violents. Dans son mémoire de fin d'études intitulé «Aggressive Jungen und gewalthaltige Computerspiele» (garçons agressifs et jeux vidéo violents), *Astrid Kirsten* présente une étude longitudinale effectuée en questionnant des élèves d'écoles primaires. Bien qu'il s'agisse d'un groupe d'âge chez lequel les jeux brutaux se généralisent encore de manière hésitante, «les *egoshooters* constituent les jeux préférés de 20% des 142 élèves questionnés.» (p. 106) Certes, il n'y a pas de «corrélation significative entre le comportement agressif à l'égard d'autrui et la pratique des jeux vidéo violents» mais «les enfants qui pratiquent souvent ces jeux ont tendance, lors d'une dispute avec un ami, à recourir à des stratégies basées sur la violence corporelle.» (p. 132)

*Vous trouverez d'autres sources à l'adresse suivante: http://frontal21.zdf.de/ZDF/download/0,5587,7000133,00.pdf (ur)*

## Consommation médiatique et développement cérébral

«Imaginez ce qu'il advient quand de plus en plus de personnes n'utilisent plus leur cerveau en premier lieu pour s'orienter dans le monde réel et dans leurs relations avec autrui. Que se passe-t-il dans le cerveau de ces gens qui se plongent dans un monde virtuel créé par les appareils électroniques et y passent une grande partie de leur temps, donc de leur vie. Celui qui se plonge dans le tourbillon des mondes virtuels développe un cerveau qui est certes adapté de manière optimale à une vie virtuelle mais qui ne lui permet plus de trouver ses marques dans la vie réelle. Les conséquences sont faciles à comprendre. Pour celui qui en est arrivé là, la fiction est devenue la réalité et la vie réelle une pure fiction. Il ne peut plus survivre dans le monde réel. Il est naturel que l'introduction des nouvelles technologies numériques ait une influence sur notre cerveau.

Nous savons depuis quelques années que les connections entre les neurones s'adaptent toujours à la manière dont on utilise son cerveau. On appelle ce processus d'adaptation *neuroplasticité,* ce que l'on peut résumer en une phrase: le cerveau devient ce qu'on en fait.

Chez les personnes qui utilisent beaucoup les médias numériques, il se produit automatiquement une adaptation au niveau de la vue, c'est-à-dire une dominance visuelle très forte. En outre, elles développent une forte coordination motrice visuelle, c'est-à-dire que leur main réagit très rapidement à ce qu'elles voient. Les réactions sont plus rapides qu'auparavant. Dans beaucoup de jeux vidéo, les successions d'images et les séquences d'actions sont énormément accélérées. Cela impose au cerveau de nouvelles exigences et notre système nerveux s'y adapte.

Cela a deux conséquences importantes. Tout d'abord, on perd plus rapidement le lien avec le monde réel. Quand on passe le plus clair de son temps devant des mondes d'images générées par l'ordinateur, devant des réalités virtuelles, on s'y adapte. La deuxième conséquence, sur laquelle on ne saurait trop insister, est que les individus qui passent beaucoup trop de temps devant l'ordinateur perdent également le lien avec eux-mêmes. Ils ne ressentent plus vraiment leur propre corps, leur force mentale disparaît. Une autre conséquence est le manque d'empathie, la difficulté à se mettre dans la peau d'autrui, à reconnaître l'état émotionnel de l'autre et à entrer en contact avec lui au moyen de formes d'expression adéquates, à l'aide de gestes et de mimiques. Pour apprendre cela, on a besoin de personnes réelles à qui on répond et qui réagissent à nos réponses. Celui qui vit principalement dans le monde des ordinateurs et fait presque tout au moyen d'ordinateurs s'adaptera tôt ou tard de manière optimale à ce monde virtuel et s'y débrouillera de mieux en mieux. Cependant, il aura de plus en plus de mal à se sentir bien et en sécurité dans le monde réel. On peut observer cela aujourd'hui déjà. Il y a des gens qui se sentent plus à l'aise dans le monde virtuel que dans le monde réel.»

*Extrait d'un article de Gerald Hüther, professeur de neurobiologie aux Universités de Göttingen et de Mannheim/Heidelberg, tiré de Infobrief nº 25, décembre 2007.*

ISBN-13: 978-2883533073

# ¿En qué medida la democracia alemana es aún democrática?

*La fundación «Friedrich Ebert», cercana a la SPD (Partido Social Demócrata) presentó a fines de junio el resultado de un sondeo representativo que realizó en Alemania bajo el título: «Situaciones personales de vida, posiciones frente a reformas, potenciales del distanciamiento de la democracia, y actitud con respecto a las elecciones». Ya al comenzar dice: «El resultado central del estudio evidencia un gran distanciamiento de los ciudadanos con respecto a la política. Uno de cada tres no confía en que la política sea capaz de solucionar problemas.»*

*km*. Desde el 24 de enero hasta el 4 de marzo de 2008, se realizaron 2503 encuestas con ciudadanos alemanes mayores de 16 años. 1750 en Alemania occidental y 753 en Alemania oriental.

Los resultados en particular:

- El 26 % de los alemanes se consideran «tratados más bien injustamente». En ciertos grupos ese porcentaje es aún más alto: entre los desocupados es de un 74%; un 71% entre los que reciben el subsidio Hartz lV (subsidio mínimo para desocupados), y entre los trabajadores activos un 48%.
- El 23% de los alemanes se sienten «totalmente del lado de los perdedores en la evolución social y económica».
- El 57% de los alemanes son más bien escépticos con respecto a las «reformas» de los últimos años.
- El 37% de los alemanes creen que la democracia en Alemania no funciona bien o incluso mal. Ésta es la opinión del 61% de los alemanes del este.
- El 25% de los alemanes son de la opinión que no vale la pena abogar por el modo de vida actual en la sociedad alemana. En Alemania oriental el 38% es de esa opinión, en la clase trabajadora de todo el país un 37%, y entre los desocupados y beneficiarios de Hartz lV incluso un 52%.
- El 33% de los alemanes son de la opinión que con la democracia, del modo como funciona en Alemania, no es posible que puedan resolverse los problemas existentes en el país. En Alemania del este incluso un 53% es de esta opinión.
- El 47% de los alemanes consideran como probable «no ir a votar en las próximas elecciones parlamentarias».
- Finalmente: el 25% de los alemanes coinciden en la afirmación: «en realidad quiero la democracia, pero con la manera de funcionar entre nosotros, no tengo nada que ver.»

Los resultados de la encuesta demuestran que muchos alemanes son conscientes de la evolución política y social en Alemania y pueden estimarla y juzgarla con exactitud: es decir, sus juicios coinciden con los resultados de un análisis objetivo y realista de la evolución política y social en Alemania. Por experiencia propia, se sabe bien lo que significa el ser marginado socialmente sin ser personalmente responsable de ello, y políticamente no poder cambiar en nada esa situación.

Sería recomendable para todos los responsables, que no traten de manipular estas corrientes de opiniones mintiendo todavía más y haciendo falsas promesas, sino que de una vez por todas, empiecen a reflexionar cómo se puede realizar más justicia y más democracia en Alemania.

El típico recurso justificador de la clase gobernante – la inevitable globalización o variantes por el estilo – debe arrojarse al basurero de la retórica política. Los ciudadanos volverán a ganar confianza cuando la situación realmente cambie positivamente, y cuando en ese proceso sean tomados en cuenta. Ésto es posible y es sólo una cuestión de voluntad política.

El «Frankfurter Rundschau» publicó el 3 de julio un artículo interesante sobre empresas alemanas que trasladan nuevamente su producción a Alemania, después de haberse ido al extranjero hace años en el entusiasmo de la globalización. En ese artículo se cita una frase memorable del ecónomo canadiense *Jeff Rubin*: «La globalización es irreversible.»

De hecho: no hay una ley universal válida para la evolución política y social. Lo decisivo es la voluntad política. Así fue en el pasado, lo es en el presente y lo será en el futuro. Tanto en Alemania como en todo el mundo los seres humanos pueden reunir la razón, el valor y la fuerza suficientes para encauzar las cosas de modo tal, que se eviten catástrofes aun mayores que las ocurridas hasta ahora. Una exigencia para cada uno, en Alemania y en el resto del mundo. •

# Reacción en Suecia y Dinamarca al «no» de Irlanda

*chs*. El diputado sueco *Sören Wibe* (socialdemócrata) escribió en «Aftonbladet», que el plan del establishment de la UE era que el Contrato de Lisboa fuera aprobado por un parlamento después del otro, a excepción de Irlanda dónde estaban obligados a hacer un plebiscito. Los irlandeses dijeron que no, y más claro no puede ser el abismo entre la población y el establishment de la UE. «Estamos nuevamente en una encrucijada. Todos los partidos políticos en Suecia deberían unirse para suspender el proceso de ratificación, así son las reglas. El contrato de la UE tiene que ser aceptado por unanimidad. Si un país dice no, no importa cuán pequeño sea, se acabó. El continuar con la ratificación demuestra sólo el desprecio por las reglas de juego establecidas. Ésto debilitará la legitimación de la UE aún más.» Wibe cree que la visión de una unión de los estados europeos como la tuvieron sus iniciadores, se está pasando de moda.

«¿Cuál es la visión futura más tentadora para Europa? ¿Es realmente esta gran potencia con un presidente propio, un ejército y una política uniforme como se está desarrollando hasta ahora? ¿O es en cambio la de un continente compuesto por estados nacionales independientes y democráticos que trabajen conjunta y pacíficamente? Creo que la mayoría de los europeos, sobre todo los más jóvenes, prefieren este último camino. Yo también creo que esos pequeños estados con una buena cohesión, son los que tienen la flexibilidad necesaria en un mundo globalizado.»

El contrato de la UE deberá ser nuevamente debatido, y aquí Suecia tiene la oportunidad de encauzar un cambio de dirección en la UE. «Los votantes quieren un nuevo contrato entre los estados en el que los límites del ejercicio del poder de la UE estén claros y sean limitados. Si el establishment político no lo ve así, la UE se dirige hacia su propio derrumbe. Ha llegado el momento de oir realmente al pueblo.» •

Fuente: *Aftonbladet,* 14.6.2008

En un informe de prensa de un movimiento crítico de la UE en Suecia (*Folkrörelsen Nej till EU)* éstos exigieron del ministro sueco *Fredrik Reinfeldt*, «que en la reunión cumbre de la semana próxima, respete el contrato de la UE y haga saber a las instituciones de la UE que el contrato de Lisboa ha sido rechazado. Si el ministro no tiene el coraje político de hacerlo, exigimos que la población sueca pueda tomar posición con respecto al contrato de Lisboa a través de un plebiscito.»

Lo mismo exige del gobierno de Dinamarca el movimiento popular danés, contrario a la UE, y el movimiento crítico junio, los que, según las últimas encuestas, cuentan con un amplio apoyo de la población. La diputada danesa en la UE *Hanne Dahl* dice: «Debe acabarse de una vez por todas con las aclaraciones usuales que un «si» en la votación es también un «si» al contenido, pero que un «no» tiene otros motivos muy diferentes. Lo que los votantes quieren no es una variante de la fracasada constitución de la UE, sino una nueva y democrática organización europea. […] No existe un abismo entre el pueblo irlandés y Europa, sino un abismo entre el pueblo europeo y los dirigentes políticos de Europa.» •

Fuente: *www.nejtilleu.se,* 14.6.2008; *www.folkebevaegelsen.dk,* 19.6.2008; *www.j.dk*, 13.6.2008 y 18.6.2008

Los críticos socialdemócratas de la UE, celebran el resultado de la votación en Irlanda y sostienen que los otros países miembros deben respetar ese resultado. Están convencidos que los ciudadanos de otros países de la Unión hubieran dicho también no, si hubieran tenido la posibilidad de dar a conocer su posición.

La socialdemocracia sueca tiene ahora la posibilidad de influenciar en la UE para que ésta se distancie de una creciente soberanía supraestatal y liberalismo de mercado. Ahora están dadas las condiciones para que se realice la visión de una UE que, entre otros, proteja los derechos sociales y se base en un trabajo conjunto entre naciones independientes.

Los socialdemócratas, críticos de la UE, advierten a su partido que intercedan en las próximas negociaciones para que se retengan – o se anulen según el caso – entre otros, los puntos siguientes:

- Que el derecho a huelga tenga prioridad sobre las ventajas de los servicios y que los contratos generales de trabajo sean respetados.
- Que se democratice el control del Banco Central Europeo.
- Que aumente el poder de los parlamentos nacionales y disminuya el de la comisión. Además, los parlamentos nacionales deberían poder proponer leyes para la UE.
- Que el derecho de la UE no tenga prioridad sobre el derecho nacional.
- Que los países miembros puedan ejercer una política exterior independiente.
- Que se anulen los artículos que tienen como fin una defensa común, y los que se interpretan como una obligación conjunta de defensa. •

Fuente: *www.fib.se,* 16.6.2008

**«Conception de l'homme …»**
suite de la page 6

«jeux de tir» tentent toujours de le faire. Les parents sont d'une part poussés à l'achat de jeux et d'appareils onéreux au moyen d'une publicité intense et de «conseils pédagogiques» favorisant la vente et, outre cela, ils doivent habituer leurs enfants au moyen d'une «compétence de discernement» à cette brutalité et veiller à ce qu'ils n'imitent pas les contenus violents des jeux.

L'image humaniste de l'homme et la formation de la personne humaine ne se réfèrent pas exclusivement aux enfants et aux adolescents. Pour préserver ce consensus, il peut s'avérer parfois nécessaire de reconnaître à temps des développements erronés, de les nommer ouvertement et de développer des choix alternatifs quant aux actes.[8] Comment les parents et les enseignants peuvent-ils protéger leurs enfants contre ces jeux vidéo brutaux?

- Essayez d'être un bon modèle dans les domaines qui vous sont importants pour votre enfant.
- Remettez en question les arguments critiques qui parlent en faveur des médias faisant l'apologie de la violence. Ecoutez dans ce cas votre propre sentiment et votre bon sens. Ne vous fiez pas aux limites d'âge inscrites sur les emballages des jeux. Dans ce domaine, la protection de la jeunesse ne suffit pas.
- Les jeux vidéo coûtent cher en argent et en temps. Souvent, l'acquisition d'appareils et d'accessoires sont nécessaires. Ne vous laissez pas contraindre à dépenser plus d'argent que votre situation financière vous le permet.
- Observez le comportement de vos enfants face aux médias. C'est plus facile, quand un ordinateur est utilisé en commun dans une pièce centrale. Il en va de même pour l'appareil de télévision.
- Montrez de l'intérêt pour ce que votre enfant apprend, vit et ressent.
- Accompagnez et aidez votre enfant lors de l'initiation aux médias modernes. Vous remarquerez ainsi à temps si votre enfant tombe sur des pages Internet et des jeux que vous considérez inappropriés voire dangereux.
- Parlez ouvertement avec votre enfant sur les problèmes éventuels. Ne faites pas de reproches à votre enfant, il n'a pas inventé ces contenus.
- Un «bon entretien» signifie: Tous les participants s'efforcent sincèrement de comprendre le point de vue des autres. Cela veut dire:
  - s'écouter mutuellement,
  - laisser les autres finir de parler,
  - ne pas dévaloriser ou se moquer des propos d'autrui.
- Ces règles sont aussi valables, quand vous ne pouvez pas autoriser des jeux parce que ceux-ci violent de manière grossière la dignité humaine et vont à l'encontre de vos objectifs pédagogiques.

Si vous ne savez plus comment faire et si vous vous faites de grands soucis pour votre enfant, vous pouvez faire appel à un centre de consultation. •

Source: *Gesprächspsychotherapie und personenzentrierte Beratung* 1/08, S. 6–12

(Traduction *Horizons et débats)*

[1] Rainer Fromm: Im virtuellen Stahlgewitter. Jüdische Allgemeine. No 49/04

[2] «Les jeux de tueur sont des logiciels de jeu sur lesquels des atrocités ou des actes de violence inhumains contre des hommes ou des êtres ressemblant à des hommes sont représentés et qui donnent la possibilité au joueur de participer à de telles violences représentées.» (Source: Bundesratdrucksache 2007-0001-0100/76-07. Traduction *Horizons et débats)*

[3] Grossman, Dave: Stop teaching our kids to kill. New York 1999. cf. aussi le même auteur dans: «Die Zeit», no 39 du 23/9/1999 : Kinder sind wie Soldaten – man kann sie lehren, Menschen umzubringen.

[4] Der Massenmarkt liegt vor uns. «Süddeutsche Zeitung» 23/8/07

[5] *www.bpb.de/themen/PCGNUI,0,0,Transkript:_Welche_Rolle_spielt_die_Wirtschaft.html*

[6] KstA 25/1/07. Interview avec W. Kaminski, Institut zur Förderung von Medienkompetenz.

[7] Wolfgang Fehr/Jürgen Fritz – Band 13, Spiel- und Lernsoftware, Köln 2003/2004. *www.spieleratgeber-nrw.de*

[8] Un concept exhaustif pour une éducation aux médias globale est en préparation.

*Bibliographie:*

Bergmann, Wolfgang, Hüther, Gerald: Computersüchtig. Kinder im Sog der modernen Medien. Düsseldorf 2007

Hänsel, Rudolf: Da spiel ich nicht mit! Auswirkungen von «Unterhaltungsgewalt» in Fernsehen, Video- und Computerspielen – und was man dagegen tun kann. Eine Handreichung für Eltern und Lehrer. Donauwörth 2006.

Mies, Maria: Infobrief Nr. 29: Wie kommt der Krieg in die Köpfe und in die Herzen? Köln, 2007. Commandes: *infobrief-koeln@web.de*

Mössle, Thomas/Kleimann, Matthias/Rehbein, Florian: Bildschirmmedien im Alltag von Kindern und Jugendlichen. Baden-Baden 2007, Studie des Kriminologischen Forschungsinstituts Niedersachsen

Ostbomk-Fischer, Elke: Gewaltverhalten bei Jugendlichen. Zum Verhältnis von Ursachen, Prävention und Korrektur. Gesprächspsychotherapie und personenzentrierte Beratung. Köln 2000 (peut être téléchargé sur le site Internet d'Elke Ostbomk-Fischer, FH Köln)

Spitzer, Manfred: Vorsicht Bildschirm! Elektronische Medien, Gehirnentwicklung, Gesundheit und Gesellschaft. München 2006

Weiss, Rudolf: Gewalt, Medien und Aggressivität bei Schülern. Göttingen 2000. A la page 12, il y a une check-list qui aide à juger des jeux vidéo au niveau pédagogique et à distinguer les conseils fondés au niveau pédagogique de ceux visant à favoriser les ventes.

Gesprächspsychotherapie und personenzentrierte Beratung 1/08, Schwerpunktthema: Jugend und neue Medien

# Manifester son humanité

*par Albert Schweitzer*

Personne n'est jamais complètement et continuellement un étranger pour autrui. L'homme fait partie des autres hommes, il a droit aux autres. Des événements importants ou peu importants peuvent se produire qui abolissent l'altérité que nous nous imposons dans la vie courante et ils nous mettent en relation avec l'autre. La loi de la réserve convenable est destinée à être brisée par celle de la cordialité.

Il y a beaucoup de distance entre les hommes parce que nous n'osons pas manifester notre cordialité.

De même que la vague ne peut pas exister seule mais fait partie du mouvement de l'océan, de même nous ne vivons pas uniquement pour nous mais participons à la vie qui nous entoure.

L'éthique du respect de la vie exige que nous soyons tous d'une certaine manière des humains pour les autres humains. Elle veut que ceux qui, dans leur profession, ne peuvent pas manifester leur humanité lui sacrifient un peu de leur temps et de leurs loisirs, même si ceux-ci leur sont mesurés. Elle leur dit: livre-toi à une activité annexe, à une activité discrète, voire secrète. Ouvre les yeux et cherche à savoir où quelqu'un a besoin qu'on lui consacre un peu de temps, qu'on lui manifeste un peu d'amitié, de sympathie, qu'on lui tienne compagnie, qu'on fasse quelque chose pour lui. Peut-être s'agit-il d'une personne seule, aigrie, malade ou maladroite que tu peux aider, un vieillard ou un enfant. Ou bien une œuvre de bienfaisance a besoin de bénévoles qui lui sacrifient une soirée. Qui saurait énumérer tous les emplois possibles de ce précieux capital qu'est l'homme? On a besoin de lui en bien des endroits. Cherche donc à quoi ton humanité peut être utile.

Sois prêt à subir des déceptions mais ne manque pas de te livrer à une activité où tu puisses manifester ton humanité. Tu en trouveras une qui t'est destinée si tu veux bien la chercher. C'est ce que dit l'éthique véritable à ceux qui ont un peu de temps, un peu d'humanité à offrir. Heureux ceux qui écoutent cette voix et évitent ainsi de s'atrophier faute de s'être sacrifiés.

Chacun de nous, quelles que soient sa situation sociale et sa profession, doit veiller à manifester sans cesse une humanité authentique. Ceux à qui il est donné de se dévouer librement doivent accepter cette chance car cela les rend humbles. C'est dans l'humilité qu'ils doivent fortifier leur volonté.

Tu ne dois pas considérer comme allant de soi tout ce que tu as reçu de plus que les autres: santé, dons, capacités, succès, enfance heureuse, vie familiale harmonieuse. Tu dois en payer le prix: tu dois faire un don extraordinaire de vie à la vie.

Ceux qui ont fait l'expérience de la peur et de la souffrance physique constituent une communauté dans le monde entier. Un lien mystérieux relie tous ces gens qui souffrent. Ils connaissent tous ensemble l'horreur que l'homme peut subir, ils éprouvent ensemble le désir d'être libéré de la souffrance. Ceux qui ont cessé de souffrir ne doivent pas penser qu'ils sont de nouveau libres et qu'ils peuvent reprendre simplement leur vie comme avant. Ayant éprouvé la souffrance et la peur, ils doivent aider les autres à leur faire face dans la mesure du possible et leur apporter la délivrance, eux qui ont été délivrés.

Ceux qui ont été heureux dans leur vie doivent se sentir appelés à faire don de leur personne pour apaiser les souffrances d'autrui.

Les progrès de la connaissance et des techniques ne font avancer l'humanité que de manière insignifiante. L'important, c'est que nous devenions des êtres meilleurs et plus profonds.

En tant que personnes agissantes et souffrantes, nous devons soutenir les efforts de ceux qui luttent en faveur de la paix, laquelle a plus de valeur que toute forme de raison.

Nous sommes sur la bonne voie lorsque nous faisons confiance à notre réflexion personnelle et attendons d'elle qu'elle nous guide vers les connaissances et les vérités dont nous avons besoin pour vivre. De même que la lumière blanche est constituée de rayons colorés, le respect de la vie comprend tout ce que l'éthique contient d'amour, de bonté, de compassion, d'aptitude à se réjouir avec autrui, d'esprit pacifique, la capacité à pardonner.

Nous devons tous être naturels et exprimer notre reconnaissance. Il y aura alors dans le monde plus de soleil et plus de force pour faire le bien. Mais chacun doit se garder d'intégrer dans sa philosophie l'idée amère de l'ingratitude du monde. Beaucoup d'eau circule sous la surface de la Terre qui ne jaillit pas en source. Nous devons accepter cela. Mais nous-mêmes devons trouver le moyen d'être une source à laquelle les hommes pourront apaiser leur soif de reconnaissance.

Le fait que la reconnaissance soit si rare provient de notre manque de réflexion. Garde-toi de ce manque de réflexion. Efforce-toi d'éprouver et d'exprimer naturellement de la reconnaissance. Alors, tu éprouveras et feras éprouver de la joie.

Celui qui a le courage de se juger lui-même fait des progrès en matière de bonté.

Nous devons tous lutter pour devenir authentiquement pacifiques.

Une pensée droite laisse parler le cœur.

La bonté permanente peut faire beaucoup de choses. De même que le soleil fait fondre la neige, la bonté fait disparaître les malentendus, la méfiance et l'hostilité.

La bonté qu'un être manifeste envers les autres agit sur leur pensée et sur leur cœur.

Là où il y a de la force, il y a les effets de la force.

Aucun rayon de soleil ne se perd mais la plante met du temps à pousser et il n'est pas toujours donné au semeur d'assister à la récolte. Toute action efficace repose sur la foi.

La seule chose importante est que nous luttions pour que la lumière soit en nous. Et les autres remarquent cette lutte que nous menons, ils voient la lumière qui est en nous.

Le grand mystère est de traverser la vie sans s'user. C'est ce que réussissent ceux qui ne comptent pas sur les hommes et les circonstances, ne comptent jamais que sur eux-mêmes et cherchent en eux-mêmes la raison ultime de leur vie.

Aucun de nous ne sait ce qu'il apporte aux autres. Cela nous reste dissimulé et c'est bien ainsi. Parfois, il nous est permis d'en avoir une petite idée afin que nous ne perdions pas courage.

Les effets de la force restent mystérieux dans tous les domaines.

Le terme de «mûr» appliqué à l'homme m'a toujours paru un peu inquiétant. Il évoque pour moi les notions dissonantes d'appauvrissement, d'étiolement, d'émoussement. Généralement, la maturité que nous observons chez les êtres est une résignation raisonnable.

On l'acquiert, prenant exemple sur autrui, en abandonnant peu à peu les pensées et les convictions qui nous étaient chères dans notre jeunesse. On croyait au triomphe de la vérité, en l'homme, au bien, on a cessé. On se passionnait pour la justice, plus maintenant. On croyait au pouvoir de la bonté et de l'esprit pacifique, on était capable d'enthousiasme, plus maintenant. Pour mieux traverser les dangers et les tempêtes de la vie, on a allégé son embarcation. On s'est débarrassé des biens qu'on jugeait superflus. Mais ce sont des provisions de nourriture et d'eau qu'on a jetées. On se déplace maintenant plus facilement mais on a faim et soif.

Les adultes se plaisent trop volontiers à jouer le triste rôle de ceux qui préparent la jeunesse à considérer comme des illusions ce qui élève leur cœur et leur esprit. Mais ceux qui ont une expérience plus profonde de la vie parlent autrement à la jeunesse inexpérimentée. Elle conjure les jeunes de conserver toute leur vie les pensées qui suscitent leur enthousiasme. Dans l'enthousiasme de la jeunesse, l'homme aperçoit la vérité. Il possède une richesse qu'il ne doit pas échanger contre quoi que ce soit.

Quiconque se propose de faire le bien ne doit pas s'attendre à ce que ses semblables lui préparent la voie, il doit être prêt à faire face aux obstacles. Seule la force rendue plus pure et plus solide par les obstacles peut les surmonter. […] •

Extrait de: Dr. Albert Schweitzer, *Die Lehre der Ehrfurcht vor dem Leben. Das Problem der Ethik in der Höherentwicklung des menschlichen Denkens,* Neues Leben Verlags-GmbH, Berlin 2005
ISBN 3-355-01709-4
(Traduction *Horizons et débats)*

**Invitation au Congrès «Mut zur Ethik»**

## Chercher et trouver une trace humaine

**du 29 au 31 août 2008**
**à Feldkirch/Vorarlberg**

*«Dis-moi, Terre-Mère, dis-moi la vérité: les êtres humains peuvent-ils vivre sans guerre?» «C'est une question difficile que tu me poses là, Tolgonai. Il y eut des peuples qui furent exterminés par des guerres, il y eut des villes qui devinrent décombres et cendres, et il y eut des siècles où je rêvai de trouver une trace humaine. Et chaque fois que les hommes tramèrent une nouvelle guerre, je les conjurai: «Arrêtez, cessez de verser le sang!» Et je le répète maintenant: «Vous humains, au-delà des montagnes et des mers! Vous humains du monde entier, que vous manque-t-il – de la terre? Je suis votre sol, – la Terre! Je suis la même pour vous tous, et pour moi vous êtes tous semblables. Je n'ai pas besoin de vos querelles, mais de votre amitié, de votre travail! Jetez un seul grain dans le sillon, et je vous donne cent grains en retour. Plantez un petit rejet dans le sol et je fais croître pour vous un platane. Faites un jardin, et je vous comble de fruits. Elevez du bétail, et je deviendrai herbe. Bâtissez des maisons, et je serai mur. Reproduisez-vous, multipliez-vous, et je serai pour vous tous un asile magnifique. Je suis infinie, je suis illimitée, je suis profonde et je suis élevée, j'ai de la place pour vous tous!» Et tu demandes encore, Tolgonai, si les hommes peuvent vivre sans guerre! Cela ne dépend pas de moi, cela dépend de vous les humains, de votre volonté et de votre compréhension.»*

*(Tchinguiz Aïtmatov, «Goldspur der Garben» [La trace d'or des gerbes]).*

Penser l'avenir, vouloir façonner et réaliser un monde à mesure humaine, l'individu, chaque individu le peut. Ne nous dérobons pas, ne faisons pas comme si nous n'en étions pas capables. Nos accomplissements dans la vie personnelle, professionnelle et citoyenne d'un monde moderne exigeant montrent bien que nous pouvons agir en êtres pensants, responsables et prévoyants, et c'est là notre devoir à l'égard de la paix.

Pour protéger la vie, nos ancêtres ont toujours dû reprendre confiance après les épidémies, les famines et les guerres. Cette tâche est aujourd'hui globale. Il semble même que le tiers-monde y soit résolu davantage que les pays hautement développés que nous sommes, nous qui tergiversons encore entre le «oui» ou le «non» quand il s'agit de la guerre.

«War is obsolete …» (La guerre n'est plus faisable), a dit Doug Rokke à Feldkirch le 31 août 2006.

Forger des charrues avec les épées a été la devise de beaucoup de penseurs; ce n'est pas en vain que le spécialiste du droit international, Francis Boyle, met en tête de son petit livre une contribution à la mémoire du Père Philip Berrigan intitulée: «La criminalité de la dissuasion nucléaire». Transformer l'économie de guerre en économie de paix, cela s'appelle, en langage moderne – une chose simple.

Protéger la «vie» si précieuse sur notre planète – humains, animaux, plantes – cette tâche deviendra aussi celle de nos jeunes générations si nous savons éveiller en elles l'amour de la vie – de toute vie – et le partageons avec elles loyalement. Unissons-nous contre les manipulateurs de guerre, ne leur donnons plus aucune chance.

C'est à cette réflexion que nous voulons d'emblée consacrer la rencontre de Feldkirch de cette année, du 29 au 31 août 2008.

**Partie I: Penser l'avenir**
**Partie II: Préparer l'avenir**

Inscription:
Bureau du congrès Secrétariat «Mut zur Ethik»
Case postale 756
CH-8044 Zurich
Tél.: +41 79 400 51 57 (portable)
E-Mail: mze@cyberlink.ch
www.mut-zur-ethik.ch

Frais d'inscription: CHF 540.–Euro 340.–
Elèves/étudiants/retraités avec attestation: 50% de réduction
Carte pour famille: les familles avec enfants mineurs ont la possibilité de commander une carte à prix réduit auprès du secrétariat.